

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1248

16 mai 2014

SOMMAIRE

AC Absolute Return	59868	NV Strategie Fonds	59869
Automotive Components Europe S.A.	59870	Peculium Holding S.A.	59859
AV-Invest S.A.	59862	Pegas Nonwovens SA	59874
Banorabe S.A., S.P.F.	59858	Piscadera Investments S.A.	59862
Blamar S.A.	59862	PM Equity	59903
BtoBe S.A.	59864	PM Network	59903
Business Contact Holding S.A.	59858	Premier Recruitment S.à r.l.	59865
C&MI Holding	59860	Prime Invest I	59865
C&MI Holding	59860	P\S\L Group Luxembourg Limited S.à r.l.	59895
DB Platinum	59877	QVC Brazil Holdings I, S.à r.l.	59904
DB Platinum II	59882	RE 8 S.A.	59868
DB Platinum III	59881	Rockhouse Société Immobilière S.A.	59858
DB Platinum IV	59881	Ruffer Protection Strategies	59899
ELM Development S.C.A.	59867	SAMGD	59863
EV-Invest S.A.	59868	SEB 9 - SICAV - FIS	59901
Forden Investments S.A.	59866	SEB Nordic Star SICAV - SIF	59883
Hottinger International Fund	59864	SEB Orion 16 - SICAV - FIS	59883
IFP Luxembourg Fund	59865	Soclair Commerciale S.A.	59860
International Real Estate Management S.A.	59866	Soclair Equipements S.A.	59861
Investissements du Centaure	59859	Structured Solutions	59880
IPConcept (Luxemburg) S.A.	59864	Swiss Strategie	59866
Jade Chinois S.à r.l.	59904	Technoblock International S.A.	59861
Lacuna	59878	Tisakurp Invest S.A.	59861
Legg Mason Mutual Fund Trust Series ...	59866	T. Rowe Price Funds Sicav	59872
Lingohr	59867	Valau Holding S.A. S.P.F.	59869
MFS Meridian Funds	59873	Vestigia	59859
Nachhaltig OP	59870	Vincourt S.A.	59863
New Automotive s.à.r.l.	59867	Westa Isic S.A.	59879
Norrlanda Oil S.A.	59865		

Banorabe S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 16.761.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le mardi 10 juin 2014, à 11.00 heures à Luxembourg, au siège social 67, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport sur l'exercice clos le 31 décembre 2013,
2. Lecture des comptes arrêtés au 31 décembre 2013,
3. Lecture du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes précités,
4. Approbation des comptes,
5. Affectation des résultats et distribution de dividendes,
6. Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
7. Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014061519/19.

Business Contact Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 98.253.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 6, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, le lundi 2 juin 2014 à 14.00 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014061532/9378/17.

Rockhouse Société Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 53.377.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 4 juin 2014 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014068566/788/18.

Peculium Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 64.242.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur, le vendredi 30 mai 2014 à 10.00 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2013
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014061523/9378/19.

Vestigia, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 104.507.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on 6 June 2014 at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor;
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2012 and as at 31 December 2013;
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of 10 August 1915;
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor;
5. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2014068563/534/17.

Investissements du Centaure, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 58.474.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 28 mai 2014 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014061526/755/18.

C&MI Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.
R.C.S. Luxembourg B 173.393.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra mardi, le 10 juin 2014 à 10 heures 45 à L-1855 Luxembourg, 35, avenue John F. Kennedy, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen des comptes annuels, du rapport du commissaire et du rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2013.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Nominations statutaires.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014068576/29/17.

C&MI Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.
R.C.S. Luxembourg B 173.393.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra par-devant notaire mardi, le 10 juin 2014 à 11 heures 15 à L-1855 Luxembourg, 35, avenue John F. Kennedy, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'exercice social, du 1^{er} janvier/31 décembre au 1^{er} juillet/30 juin;
2. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires;
3. Modification des articles 21 et 29 des statuts de la Société;
4. Dispositions transitoires;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014068577/29/17.

Soclair Commerciale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 7, rue Kalchesbrück.
R.C.S. Luxembourg B 17.637.

Les actionnaires sont invités à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra au siège social de la société lundi, le 02 juin 2014 à 18:00 heures.

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes concernant l'exercice 2013.
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2013.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
5. Nominations statutaires.
6. Divers

Les propriétaires de parts sociales qui désirent assister à l'assemblée ou s'y faire représenter devront en effectuer le dépôt trois jours francs à l'avance au siège social ou dans une banque ayant siège au Grand-Duché de Luxembourg. Les procurations sont à adresser au siège social avant le 28 mai 2014.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014065428/8571/20.

Soclair Equipements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 7, rue Kalchesbrück.

R.C.S. Luxembourg B 17.638.

Les actionnaires sont invités à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra au siège de la société lundi, le 02 juin 2014 à 17:00 heures

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprise concernant l'exercice 2013 avec le rapport de gestion y relatif.
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2013.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs.
5. Nominations statutaires.
6. Désignation du réviseur d'entreprise pour l'année 2014.
7. Divers

Les propriétaires de parts sociales qui désirent assister à l'assemblée ou s'y faire représenter devront en effectuer le dépôt trois jours francs à l'avance au siège social ou dans une banque ayant siège au Grand-Duché de Luxembourg. Les procurations sont à adresser au siège social avant le 28 mai 2014.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014065427/8571/22.

Tisakurp Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 174.547.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 5 juin 2014 à 17:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014068565/795/16.

Technoblock International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 52.752.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des Actionnaires qui aura lieu par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, au siège social sis au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, le 6 juin 2014 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation de capital à concurrence de 18.750,- EUR, pour le porter de son montant actuel de 31.250,- EUR à 50.000,- EUR, par la création et l'émission de 750 actions nouvelles d'une valeur nominale de 25,- EUR chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.
2. Souscription et libération intégrale des nouvelles actions.
3. Modification afférente du premier alinéa de l'article cinq des statuts.

Référence de publication: 2014067204/545/16.

Blamar S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 62.980.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *June 6, 2014* at 03.00 p.m. at the registered office with the following

Agenda:

- To receive the Management Reports of the Directors and the Reports of the Statutory Auditor for to receive the Management Report and the Report of the Auditor for the year ended December 31, 2013,
- to approve the annual accounts as December 31, 2013 and appropriation of the earnings,
- to grant discharge to the Directors in respect of the execution of their mandates,
- statutory appointments,
- to fix the remuneration of the Auditor.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares are required to deposit their shares not less than five clear days before the date of the meeting at the Registered Office.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014068578/755/19.

AV-Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 87.796.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le *mardi 27 mai 2014* à 14 heures au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. approbation des comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2013;
2. acceptation de la proposition d'affectation du résultat;
3. décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. rémunération de l'administrateur-délégué;
5. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014058896/17.

Piscadera Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 75.904.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra *extraordinairement* le *mardi 27 mai 2014* à 16.00 heures au siège de la société à L-9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2012;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2012;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014063217/832/18.

Vincourt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 162.870.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 28 mai 2014 à 14.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2013,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2014063219/833/18.

SAMGD, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 164.350.

Attendu que l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de SAMGD (la «Société») convoquée pour le 23 avril 2014 à 10h30 au siège social de la Société n'a pas pu délibérer valablement faute de quorum, les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à une

SECONDE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 4 juin 2014 à 14h00 au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet de la Société afin que cette dernière réponde à la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et non plus à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés telle que modifiée. Ce point entraîne une modification des articles 1, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 21, 24, 26, 27 et 32 des statuts de la Société.
2. Ouverture de la Société aux souscriptions d'autres investisseurs que ceux qualifiés d'éligible au sens de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés telle que modifiée. Ce point entraîne une modification des articles 4 et 10 des statuts de la Société.
3. Ajout de la possibilité pour la Société d'émettre des actions sous forme dématérialisée ou au porteur. Ce point entraîne une modification de l'article 6 des statuts de la Société.
4. Ajout de la possibilité pour le conseil d'administration de la Société de:
 - a. ne plus émettre d'actions au titre d'un Compartiment et/ou classe/catégorie d'actions au-delà d'un certain seuil fixé à son entière discrétion.
 - b. procéder à des divisions ou des consolidations d'actions.
 - c. permettre à un compartiment de la Société, aux conditions prévues par la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, les règlements Luxembourgeois applicables ainsi que par le prospectus, de souscrire, acquérir et/ou détenir des actions à émettre ou émises par un ou plusieurs autres compartiments de la Société.Ce point entraîne une modification des articles 7 et 18 des statuts de la Société.
5. Divers.

L'Assemblée pourra délibérer valablement sans condition de quorum. Les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Tout actionnaire a la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059676/755/36.

BtoBe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 27, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 163.383.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social le Lundi 16 juin 2013 à 17.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014066265/8473/15.

Hottinger International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 24.050.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV HOTTINGER INTERNATIONAL FUND à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 mai 2014 à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013
3. Affectation des résultats
4. Rémunération des Administrateurs
5. Quitus aux Administrateurs
6. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
7. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2014063220/755/26.

IPConcept (Luxemburg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 82.183.

Le règlement de gestion de Deutschland Ethik 30 Aktienindexfonds coordonné au 7. avril 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, avril 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2014047959/13.

(140054130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2014.

Prime Invest I, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 53.202.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held extraordinarily at the address of the registered office, on 6 June 2014 at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2013.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014068567/534/16.

Norrlanda Oil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 100.482.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 5 juin 2014 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014068570/534/16.

IFP Luxembourg Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de IFP Luxembourg Fund signé en date du 11 avril 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
LUXEMBOURG
Signatures

Référence de publication: 2014066742/11.

(140077661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

Premier Recrutment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5240 Sandweiler, 15A, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 146.751.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.
Luxembourg

Référence de publication: 2014040319/11.

(140046436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

International Real Estate Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 70.426.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *June 5, 2014* at 9.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2013
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915
5. Miscellaneous

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014068574/795/17.

Forden Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 125.948.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *4 juin 2014* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014068575/788/16.

Swiss Strategie, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Swiss Strategie a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2014065134/8.

(140076241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Legg Mason Mutual Fund Trust Series, Fonds Commun de Placement.

The notice is hereby given that the board of directors of Legg Mason Investments (Luxembourg) S.A., the management company of the Fund, has decided to liquidate the Fund in conformity with Article 18 of the Fund's management regulations with effective date of the liquidation on 11 July 2014.

After realisation of the Fund's assets, unitholders in the sub-funds will receive their liquidation proceeds in the form of a cash payment based on the proportion of their respective unitholdings in the relevant sub-fund(s).

Liquidation proceeds which are not claimed by or cannot be distributed to unitholders will be deposited with Citibank International plc (Luxembourg Branch) for a period of 6 months after the termination of the Fund. After 6 months the liquidation proceeds will be deposited with the Caisse de Consignation.

By order of the board of directors of Legg Mason Investments (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014068573/755/13.

Lingohr, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 141.002.

Da in der geplanten außerordentlichen Generalversammlung vom 29. April 2014 das erforderliche Quorum nicht erreicht wurde, hat der Verwaltungsrat beschlossen, am 19. Juni 2014 um 11:00 Uhr vor dem Notar in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg eine weitere

AUßERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung einzuberufen:

Tagesordnung:

1. Änderung des ersten Satzes des Artikels 2 der Satzung der Gesellschaft so dass dieser wie folgt lautet:
"Der Sitz der Gesellschaft befindet sich innerhalb der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxembourg."
2. Verschiedenes.

Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Teilnahme- und abstimmungsberechtigt sind alle Aktionäre, die der Verwaltungsgesellschaft Alceda Fund Management S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, per Email und anschließend per Post oder per Fax (+352 248 329 444) bis spätestens 18. Juni 2014 eine Bestätigung ihres Depots vorlegen können, aus der die Anzahl der Aktien im Besitz der Aktionärs hervorgeht, einschließlich der Bestätigung, dass die Aktien bis zum Tag nach der Versammlung gesperrt sind.

Alle Aktionäre, die zur Teilnahme und Abstimmung auf der Versammlung befugt sind, dürfen einen Stellvertreter ernennen, der in ihrem Namen abstimmt. Das Vollmachtsformular ist dann gültig, wenn es formell rechtmäßig ausgefüllt wurde und eigenhändig vom ernennenden Aktionär, oder von dessen Bevollmächtigten unterzeichnet wird und bis spätestens zum Geschäftsschluss des 18. Juni 2014 bei der Verwaltungsgesellschaft Alceda Fund Management S.A., per Email und anschließend per Post oder per Fax +352 248 329 444 eingegangen ist.

Für die Anforderung entsprechender Vertretungsvollmachten oder bei Fragen im Zusammenhang mit der Teilnahme an der Versammlung wenden Sie sich bitte an corporate@alceda.lu

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014068572/8040/29.

ELM Development S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 15, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 164.118.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue le 26 mai 2014 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Gérant portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. décharge aux membres du Conseil de Surveillance et au Gérant;
5. divers.

Le Gérant.

Référence de publication: 2014052700/10/16.

New Automotive s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9713 Clervaux, 29, rue Driicht.

R.C.S. Luxembourg B 119.532.

Les comptes annuels au 31.12.13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014040267/9.

(140046142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

EV-Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 84.058.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le mardi 27 mai 2014 à 14.30 heures au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. approbation des comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2013;
2. acceptation de la proposition d'affectation du résultat;
3. décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. rémunération de l'administrateur-délégué;
5. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014058897/17.

AC Absolute Return, Fonds Commun de Placement.

Der Verwaltungsrat der Alceda Fund Management S.A. hat am 23. Januar 2014 beschlossen den Fonds AC Absolute Return mitsamt seines einzig bestehenden Teilfonds AC Absolute Return - Triple Alpha Fixed Income Fund im Rahmen einer Fusion auf den ACQ - Risk Parity Bond Funds zu übertragen.

Die Durchführung der Übertragung vollzieht sich durch Auflösung des untergehenden Fonds gemäß Artikel 16 des Verwaltungsreglements.

Als Fusionsdatum wurde der 1. März 2014 bestimmt. Das Übertragungsverfahren wurde mit dem Umtausch der Anteile des AC Absolute Return in entsprechende Anteile des aufnehmenden Fonds abgeschlossen.

Es wurden keine Beträge an die Caisse de Consignation überwiesen.

Luxemburg, den 15. Mai 2014.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2014068579/8040/13.

RE 8 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 170.010.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société RE 8 S.A. qui s'est tenue à Luxembourg le 30 décembre 2013

[Omissis]

Sixième résolution:

L'assemblée générale prend note de la démission de l'administrateur Francesca Docchio et décide de nommer en son remplacement Monsieur Julien Nicaud, né le 4 juin 1981 à Metz, France et résident professionnellement au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

L'assemblée générale décide également de nommer en remplacement de Marco Sterzi, la société Finsev SA, ayant son siège social au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B. 103749 nouveau commissaire aux comptes.

Le mandat du nouvel administrateur et du nouveau commissaire aux comptes prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018.

Luxembourg, le 7 mars 2014.

Pour copie conforme

Pour le conseil d'administration

Xavier Mangiullo

Administrateur

Référence de publication: 2014040331/24.

(140046719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

NV Strategie Fonds, Fonds Commun de Placement.

Mitteilung an die Anteilhaber des Sondervermögens NV Strategie Fonds

Der Verwaltungsrat der Alceda Fund Management S.A. (die "Verwaltungsgesellschaft"), der Verwaltungsgesellschaft des NV Strategie Fonds (der "Fonds"), eines fonds commun de placement gemäß den Bestimmungen von Teil II des Luxemburger Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen), hat am 17. Juni 2013 beschlossen, den Teilfonds NV Strategie Fonds - Konservativ (der "Teilfonds") und damit den Fonds gemäß den Bestimmungen von Artikel 16 "Auflösung des Fonds und von Teilfonds" des Verwaltungsreglements des Fonds aus wirtschaftlichen Gründen mit Wirkung zum 17. Juni 2013 aufzulösen und anschließend zu liquidieren. Als Liquidator des Fonds wurde die Verwaltungsgesellschaft bestimmt. Zuständige Ansprechperson innerhalb der Verwaltungsgesellschaft ist Herr Holger Herber.

Weiterhin hat der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft am 17. Juni 2013 beschlossen, die Rücknahme der Anteile des Teilfonds während der Liquidation mit Wirkung zum 17. Juni 2013 einzustellen, um einer Ungleichbehandlung der Anleger entgegenzuwirken.

Nach dem 17. Juni 2013 wird die MM Warburg & CO Luxembourg S.A. als Depotbank des Fonds den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten sowie aller ausstehenden Kosten (der "Netto Liquidationserlös"), im Einvernehmen mit der Verwaltungsgesellschaft unter die Anteilhaber im Verhältnis ihrer jeweiligen Anteile verteilen. Der Netto-Liquidationserlös, der nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden ist, wird von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt. Dieser Betrag verfällt, wenn er nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert wird.

Luxemburg, im Juni 2013.

Der Verwaltungsrat

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2014068569/8040/26.

Valau Holding S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.284.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 3 juin 2014 à 14:00 heures au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de six cent seize mille sept cent cinquante-sept euros et cinq cents (616.757,05.- EUR) pour le porter de son montant actuel de cinq cent quarante-cinq mille trois cent soixante-cinq euros et soixante-quinze cents (545.365,75.- EUR) à un million cent soixante-deux mille cent vingt-deux euros et quatre-vingts cents (1.162.122,80.- EUR) sans émission de nouvelles actions.
2. Libération de l'augmentation de capital par incorporation des réserves et résultats reportés.
3. Modification afférente de l'article 3 des statuts de la société.
4. Modification de la dénomination de la Société en «VALAU S.A.» et modification de l'article premier des statuts.
5. Abandon du statut de société de gestion de patrimoine familial et modification de l'article 2 des statuts relatif à l'objet social comme suit: «La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.
La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.
La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.
La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.
La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»
6. Suppression à l'article 3 des statuts de l'alinéa suivant:
«Les actions de la Société sont réservées aux investisseurs définis à l'article 3 de la loi du 11 mai 2007.»
7. Modification de l'article 11 des statuts.
8. Divers.

Référence de publication: 2014068564/1267/33.

Nachhaltig OP, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 165.031.

The board of directors herewith re-invites the shareholders, in accordance with article 24 of the Company's articles of association, to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to take place on *06 June 2014* at 10.30 a.m. at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The agenda is as follows:

Agenda:

1. Decision to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation
2. Approval of the decision to suspend the issue and redemption of shares from 8 January 2014 onwards until the end of the liquidation of the Company
3. Appointment of Mr. Sascha Steinhardt, business address: Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, as liquidator
4. Decision to charge the liquidation costs to the Company
5. Miscellaneous

The extraordinary general meeting of shareholders on 17 April 2014 with the same agenda was not regularly constituted and could not deliberate on the agenda. This re-convened extraordinary general meeting shall therefore validly deliberate, whatever portion of the capital may be represented, with a majority of two thirds of the votes cast.

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. If you cannot attend this meeting, please fill in and return a proxy form duly dated and signed to the Company to the attention of Dr. Sabine Ebert, Regulatory Set-Up department, Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by post. Please email this proxy in advance to sabine.ebert@oppenheim.lu; d_FundSetUpOPAM@oppenheim.lu or fax this proxy in advance to 00352.22.15.22-500, prior to 06 June 2014 at 09:00 a.m. Proxy forms can be obtained from the registered office of the Company.

Luxembourg, April 2014.

By order of the board of directors .

Référence de publication: 2014059678/755/30.

Automotive Components Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 118.130.

The shareholders of AUTOMOTIVE COMPONENTS EUROPE S.A. (the "Company") are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") to be held on Tuesday *17th of June 2014* at the registered office of the Company at 11.00 a.m. Central European Time ("CET") for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of (i) the report of the board of directors of the Company on the annual and consolidated accounts for the 2013 financial year and (ii) the report of the approved independent auditor on the annual accounts and the consolidated accounts for the 2013 financial year.
2. Approval of the annual accounts for the 2013 financial year.
3. Approval of the consolidated accounts for the 2013 financial year.
4. Approval of the allocation of results.
5. Approval of the discharge of the directors of the Company.
6. Approval of the discharge of the statutory auditor of the Company.
7. Approval of the re-appointment of Deloitte SA as approved independent auditor of the Company to audit the consolidated and stand alone accounts of the Company, its mandate to expire at the annual general meeting of shareholders to approve the accounts of the Company for the year ended December 31, 2014.
8. Confirmation of the mandate of Fiduciaire Fibetrust S.à r.l. as statutory auditor of the Company until the annual general meeting of shareholders of June 17, 2014.
9. Approval of the re-appointment of Fiduciaire Fibetrust S.à r.l. as statutory auditor of the Company, its mandate to expire at the annual general meeting of shareholders to approve the accounts of the Company for the year ended December 31, 2014.

10. Approval of the distribution of a dividend from the share premium and other reserves accounts and authorization to the board of directors to execute such distribution.
11. Approval of the re-appointment of Mr José Manuel CORRALES RUIZ as CB Director of the Company.
12. Approval of the re-appointment of Mr Raul SERRANO SECADA as CB Director of the Company.
13. Approval of the re-appointment of Mr Oliver Robert Günter SCHMEER as Independent Director and Non-Executive Director of the Company.
14. Approval of the re-appointment of Mr Witold Jan FRAN CZAK as [Independent] Director and Non-Executive Director of the Company.
15. Approval of the re-appointment of Mr Piotr NADOLSKI as Independent Director and Non-Executive Director of the Company.
16. Approval of the appointment of Mr Janusz PLOCICA as additional Independent Director and Non-Executive Director of the Company.
17. Approval of the appointment of Mr Krzysztof GERULA as additional Independent Director and Non-Executive Director of the Company.
18. Approval of the remuneration of the Non-Executive Directors of the Company with effect as of January 1, 2014.
19. Approval of the increase of the maximum amount of the authorization granted on June 18, 2013 by the general meeting of shareholders to the board of directors of the Company and the corporate bodies of any subsidiaries of the Company, for a maximum period of three years, to purchase shares of the Company.

Voting

The Annual General Meeting will validly deliberate on the resolutions related to all items on the agenda regardless of the number of shareholders present and of the number of shares represented. Resolutions related to all items on the agenda will be adopted by a simple majority of the votes validly cast by the shareholders present or represented.

Each share is entitled to one vote.

Right to have new items added to the agenda of the Meeting

One or more shareholders representing together at least 5% of the share capital of the Company may:

- Add new items to the agenda of the Meeting;
- File proposed resolutions in relation to the items on the agenda or the new items to be added to the agenda.

Such request must be sent to the Company in writing by mail to Automotive Components Europe SA 38, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg (Attn: Liliana De Feudis) or by e-mail to l.defeudis@fibetrust.lu at the latest by May 26, 2014. The request should enclose the proof of the shareholding of such shareholders and the related proposed resolutions and should indicate a mail or e-mail address to which the Company may send an acknowledgement of receipt.

The Company will acknowledge the receipt of such requests within 48 hours of reception.

The Company will publish an updated agenda of the Meeting at the latest on 2 June 2014.

Participation of Shareholders at the Meeting

The right to participate in the Meeting is determined on the basis of share ownership on the fourteenth day prior to the Meeting, namely on June 3, 2014 at 24.00 CET (hereinafter the "Record Date"). All shareholders holding shares on the Record Date have the right to attend the Meeting regardless of the number of shares held.

Shareholders holding their shares through the clearing and settlement system of National Depository for Securities who wish to take part in the Meeting need to arrange with their respective financial intermediary (brokerage house or custodian bank) holding the shares on their accounts to obtain a certificate evidencing the identity of the shareholder and the number of shares held by such shareholder on the Record Date (the "Certificate"). The duly completed and signed Certificate, needs to be delivered or sent directly to the registered office of the Company or to the registered office of EBCC Sp. z.o.o, ul. Bystrzycka 89, 54-215 Wrocław, Poland (referred to as the "Agent") to arrive no later than June 15, 2014 at 11.59 pm CET.

Shareholders who wish to attend the Meeting in person are invited (i) to announce their intention to participate at the Meeting by notifying the Company or the Agent by mail, fax or email to the addresses and numbers indicated below in the section "Further Questions" at the latest on the Record Date and (ii) to return the duly completed and signed attendance and proxy forms (to be downloaded from the Company website www.acegroup.lu or to be obtained directly from the registered office of the Company upon request), to the registered office of the Company or to the Agent, to arrive with the Certificate (where relevant) at the latest on June 15, 2014.

Shareholders who are unable to attend the Meeting in person and wish to give a voting instruction to a third party or to the chairman of the Meeting, are invited (i) to announce their intention to participate at the Meeting by notifying the Company or the Agent by mail, fax or email to the addresses and numbers indicated below in the section "Further Questions" at the latest on the Record Date and (ii) to return the duly completed and signed attendance and proxy forms (to be downloaded from the Company website www.acegroup.lu or to be obtained directly from the registered office of the Company upon request), indicating the name of the proxy to the registered office of the Company or to the Agent, to arrive with the Certificate (where relevant) at the latest on June 15, 2014. A person appointed as proxy need not be

a holder of shares of the Company. Lodging of a proxy form will not prevent a shareholder from attending the Meeting if he decides to do so.

Shareholders who are unable to attend the Meeting in person or by proxy, are invited (i) to announce their intention to participate at the Meeting by notifying the Company or the Agent by mail, fax or email to the addresses and numbers indicated below in the section "Further Questions" at the latest on the Record Date and (ii) to return the duly completed and signed voting forms (to be downloaded from the Company website www.acegroup.lu or to be obtained directly from the registered office of the Company upon request), to the registered office of the Company or to the Agent to arrive with the Certificate (where relevant) at the latest on June 15, 2014.

Please note that shareholders may give their vote until June 15, 2014 at 11.59 p.m. CET but should inform the Company of their intention to participate in the Meeting by the latest on the Record Date.

Further questions

Shareholders may address all queries with respect to the Meeting by email to the following email addresses: l.defeudis@fibetrust.lu or pfugiel@acegroup.lu or to the following addresses:

Automotive Components Europe SA	EBCC Sp.z.o.o.
38, boulevard Napoléon 1 ^{er}	L-2210 Luxembourg ul. Bystrzycka 89
L-2210 Luxembourg	54-215 Wrocław
Luxembourg	Poland
Attn: Liliana De Feudis	Attn: Piotr K. Fugiel
Tel.: +352 26 37 71-1	Tel.: +48 222 43 00 56
Fax: +352 26 37 71 50	

Miscellaneous

All documentation and information required under the law of 24 May 2011 implementing the Directive 2007/36 EC of the European Parliament and the Council of 11 July 2007 on the exercise of certain rights of shareholders of listed companies including the proposed resolutions, the attendance and proxy forms and the voting forms are available on the website of the Company www.acegroup.com and at the registered office of the Company upon request.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2014067202/110.

T. Rowe Price Funds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 82.218.

Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting convened on 25 April 2014, was not able to validly decide on its agenda. Thus, the shareholders are convened to attend a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of T. ROWE PRICE FUNDS SICAV (the "Company") to be held on 2 June 2014, at 14:30 pm, at 6C, route de Trèves, L-2633 Sennigerberg, Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of considering and voting upon the agenda below. The changes are mainly prompted by the introduction of the European Union Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities IV (UCITS IV) Directive and the subsequent changes in reference to the Luxembourg Law of 20 December 2002.

Agenda:

1. To amend article 3 to replace the references to "the law of 20 December 2002" and to "the 2002 Law" by references to "the law of 17 December 2010" and "the 2010 Law" respectively.
2. To amend article 8 in order to delete the definition of "U.S. Person" and to replace it by a cross-reference to the Company's current prospectus.
3. To amend article 14 to clarify in the second paragraph that shareholder meetings may be presided by any person.
4. To amend article 16 (i) to replace the references to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law", to replace the references to "Directive 85/611/EEC" by a reference to "Directive 2009/65/EC", to replace the references to "first and second indents" by a reference to "(a) and (b)", (ii) to provide that any Fund of the Company can, under the conditions of the law of 17 December 2010, invest into one or several other Funds of the Company and (iii) to allow for the possibility of creating feeder Funds.
5. To amend article 20 to replace the reference to "Article 113 of the 2002 Law" by a reference to "Article 154 of the 2010 Law".
6. To amend article 21 (i) to replace the reference to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law", (ii), in the fifth last paragraph, to delete the references to mergers and to compulsory redemption of the Company as a whole as well as to replace the requirement for a thirty days' prior notice in case of compulsory redemption of a Fund by a notice period to be determined by the board of directors and to indicate that the last redemption net asset

value be determined by the board in its notice, (iii) to delete the words "or its merger with another Fund of the Company or with another Luxembourg UCITS, in each case" as well as the words "or merged" in the fourth last paragraph, (iv) to delete the third and second last paragraphs and (v) to add, at the end of the article two paragraphs relating to the merger provisions applicable under the 2010 Law.

7. To amend article 22 to add a paragraph i) providing that the subscriptions and/or redemptions of Shares may be suspended in case of a merger of a Fund or of the Company and to add a paragraph h) providing that that the subscriptions and/or redemptions of Shares of a Fund that is a feeder fund may be suspended in case of suspension of the subscriptions and/or redemptions of shares of the master fund.
8. To amend article 25 by deleting the words "sent to registered Shareholders and/or published and" in the last paragraph.
9. To amend article 27 by updating the name of T. Rowe Price Global Investment Services Limited" to "T. Rowe Price International Ltd".
10. To amend article 28 by replacing "Article 107 of the 2002 Law" by "Article 146 of the 2010 Law" in the last paragraph.
11. To amend article 30 to replace the reference to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law".
12. To decide that the restated Articles be solely drafted in English and not be followed by a French translation.

The resolutions at the extraordinary meeting shall be passed by a majority of two-thirds of the Shares represented and voting.

Voting Arrangements

In order to vote at the meetings: The holders of registered Shares may be present in person or represented by a duly appointed proxy. Shareholders who cannot attend the Extraordinary Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A., 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg to arrive no later than 30 May 2014 by 5:00 pm CET. Proxy forms can also be obtained from the registered office of the Company.

The Directors of the Company accept responsibility for the accuracy of the contents of this notice.

Luxembourg, 30 April, 2014.

Référence de publication: 2014059675/755/56.

MFS Meridian Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 39.346.

Nous avons le plaisir d'inviter Mesdames, Messieurs les actionnaires à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

(«l'Assemblée») de MFS Meridian Funds (la «Société»), qui se tiendra le *16 juin 2014* à 10 heures (heure de Luxembourg), aux bureaux de la State Street Bank Luxembourg S.A., 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du Rapport du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'exercice clos le 31 janvier 2014.
2. Approbation des états financiers (y compris le Bilan, le Compte de Résultat) au 31 janvier 2014.
3. Affectation du résultat net (y compris la distribution des dividendes, le cas échéant) pour l'exercice clos le 31 janvier 2014.
4. Quitus à donner aux Administrateurs de la Société pour l'exercice clos le 31 janvier 2014. Pour éviter toute ambiguïté, le quitus ne sera pas donné aux Administrateurs à l'égard de l'exécution de leurs fonctions s'étendant du 1^{er} février 2014 jusqu'à la date de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015.
5. Réélection de M. Mark N. Polebaum, Mme Lina M. Medeiros, M. Mitchell C. Freestone et M. David M. Mace en qualité d'Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015 ou jusqu'à ce que leurs successeurs respectifs aient été dûment élus.
6. Ratification de la cooptation de M. James R. Julian, Jr. le 12 novembre 2013, prenant effet le 15 mai 2014, au poste d'administrateur de la Société jusqu'à l'Assemblée, et élection de M. James R. Julian, Jr. au poste d'administrateur de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015 ou jusqu'à ce que son successeur ait été dûment élu.
7. Reconduction du mandat d'Ernst & Young S.A. en qualité de Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'exercice s'ouvrant le 1^{er} février 2014, et ce, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015.
8. Tous autres points susceptibles d'être dûment soumis à l'Assemblée.

Veuillez noter que des copies des documents d'offre et des états financiers de la Société sont disponibles sur demande et sans frais à l'adresse meridian.mfs.com ou au siège social de la Société, 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, ou

encore en contactant l'agent de transfert du Fonds State Street, 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Tél. +352 46-40-10-600.

Les actionnaires sont avisés qu'aucun quorum n'est requis pour délibérer sur les points à l'ordre du jour et que les décisions seront prises à la majorité des actions présentes ou représentées à l'Assemblée. Chaque action est assortie d'un droit de vote. Un actionnaire peut agir par procuration à toute Assemblée, en utilisant le formulaire de procuration joint au présent Avis. Le formulaire de procuration contient des instructions sur la manière de le remplir. Les actions détenues sur base de la participation enregistrée à la date d'échéance de présentation des procurations telle qu'indiquée ci-dessous sont admissibles au vote.

Si vous êtes dans l'impossibilité d'assister à l'assemblée, veuillez remplir et signer le formulaire de procuration ci-joint (ainsi que l'original ou toute copie certifiée conforme de tout acte de procuration ou autre pouvoir en application duquel il est exécuté) par télécopieur ou par courrier afin qu'il soit reçu à 16 heures au plus tard, heure de Luxembourg, le 11 juin 2014, à l'attention de Caroline Dejardin comme suit:

Numéro de télécopieur: (+352) 46.40.10.413

Adresse:

State Street Bank Luxembourg S.A.

49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Grand-Duché de Luxembourg

Par ordre du Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014068571/755/50.

Pegas Nonwovens SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 112.044.

Notice is hereby given to the holders of shares with ISIN Code LU 0275164910 and Common Code 027516491 that
the ANNUAL GENERAL MEETING

(AGM) of the shareholders of PEGAS NONWOVENS S.A. (PEGAS) is convened to be held at Hôtel Le Royal, 12, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, on Monday June 16, 2014 at 11.00 a.m. Central European Time (CET), to consider and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Election of the Scrutiny Committee (Bureau) of the Meeting.
2. Presentation and discussion of the report of the auditors regarding the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ended 31 December 2013 and of the report of the Board of Directors of PEGAS on the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ended 31 December 2013.
3. Approval of the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ended 31 December 2013.
4. Allocation of the net results of the financial year ended 31 December 2013 and distribution of a dividend in the amount of EUR 10,152,340, i.e. EUR 1,10 per share.
5. Discharge of the liability of the members of the Board of Directors and the auditors of PEGAS for, and in connection with, the financial year ended 31 December 2013.
6. Renewal appointment of Marek Modecki and Jan Sýkora as members of the Board of Directors of PEGAS.
7. Appointment of a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises") to review the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ending 31 December 2014.
8. Approval of a remuneration policy for non-executive directors for the financial year 2014.
9. Approval of a remuneration policy for executive directors for the financial year 2014.
10. Approval of a new incentive scheme for the benefit of various members of senior management and the members of the Board of Directors of PEGAS consisting of new warrants to be issued by PEGAS.
11. Conversion into 230,735 warrants of the existing 230,735 options granted under a phantom options scheme that was established in 2010 by PEGAS for the benefit of various members of senior management and the members of the Board of Directors of PEGAS, without any consideration being owed to PEGAS by the holders of such existing options.
12. Issue of 230,735 warrants under the incentive scheme mentioned under item 10 and exclusion of shareholders' pre-emptive subscription rights in connection therewith.
13. Amendment (in the form of a replacement) of articles 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 6.5, 7 (in its entirety), 17.2 and 18.3 of the Articles of Association, including the introduction of a new authorised capital.
14. Authorisation to the Board of Directors to exclude or limit shareholders' pre-emptive subscription rights with respect to the issue of new securities within the new authorised capital to be introduced under item 13.
15. Miscellaneous.

Voting rights, quorum and majority

The share capital of PEGAS is composed of 9,229,400 shares with voting rights.

Each share is entitled to one vote. Therefore, there is a total of voting rights of 9,229,400.

In respect of items 1 to 10 and item 15 of the above agenda, no specific quorum is required for the valid deliberation or acknowledgement of the AGM and the resolutions are taken by a simple majority of the votes cast by the shareholders present or represented at the AGM. In respect of items 11, 12, 13 and 14, the general meeting shall not validly deliberate unless at least one half of the share capital is present or represented and the resolutions must be carried by at least two-thirds of the votes cast (it being understood that votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote). If the requisite quorum is not reached, a second general meeting may be convened, in the manner prescribed by law and the Articles of Association. The second general meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the share capital present or represented.

Correspondence voting forms that have not been received by PEGAS prior to the AGM within the time period as further determined herein or which indicate neither the direction of a vote nor an abstention are void and therefore not taken into account for the calculation of the votes cast.

Other information

I. Right to propose new items to the agenda and to file draft resolutions

One or several shareholders representing, individually or collectively, at least 5% of the share capital of PEGAS may require that some additional items be put on the agenda of the AGM and propose draft resolutions with regards to items included or to be included in the agenda of the AGM.

These rights shall be exercised in writing and shall be submitted to PEGAS by mail at the following address: PEGAS NONWOVENS S.A., 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, attn.: the Board of Directors, OR to the following e-mail address of PEGAS: iro@pegas.cz, at least twenty-two days before the AGM, i.e. no later than on 25 May 2014, and the revised agenda will be published by PEGAS at least fifteen days before the AGM, i.e. no later than on 2 June 2014.

The shareholders who send a request to PEGAS to add an item on the agenda of the AGM must send together with their request a justification thereof or a draft of the resolution to be adopted at the AGM. They must indicate the mail or e-mail address where PEGAS may send the acknowledgment of receipt of their request within forty-eight hours upon receipt of such request.

II. Right to have access to the documents and information related to the AGM

The following documents and information related to the AGM and the items of its agenda are available to the shareholders (i) at the above mentioned address of PEGAS, (ii) at the following address of PEGAS NONWOVENS s.r.o.: PEGAS NONWOVENS s.r.o., Prímetská 86, 669 04 Znojmo, Czech Republic, and (iii) on the PEGAS' website, www.pegas.lu or www.pegas.cz:

- this convening notice;
- the form of notification of participation at the AGM;
- the total number of shares and voting rights on the date of the convening notice;
- the proxy form and the correspondence voting forms;
- the draft resolutions of the AGM and their justification;
- the 2013 annual financial report of PEGAS including (i) the annual accounts for the financial year ended 31 December 2013, (ii) the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2013, (iii) the Board of Directors' report and auditor's report, (iv) the list of members of the Board of Directors and auditor(s), and (v) the list of sovereign debt, shares, bonds and other company securities making up the portfolio of PEGAS;
- the special report of the Board of Directors of PEGAS on the exclusion or limitation of shareholders' pre-emptive subscription rights within the framework of the new remuneration scheme mentioned under item 10 and within the new authorised capital to be introduced under item 13 of the agenda (containing detailed reasons therefor and dealing in particular with the proposed issue price); and
- the full, unabridged text of the new articles 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 6.5, 7, 17.2 and 18.3 that will replace the corresponding existing articles of the Articles of Association as well as a consolidated version of the Articles of Association as they will read after adoption of the proposed amendments.

The shareholders may also receive a copy of the above mentioned documents by sending a request by mail or e-mail to the above mentioned address of PEGAS.

III. Right to participate at the AGM in person or be represented by way of a power of attorney or by vote by correspondence

The rights of a holder to participate in the AGM and to vote in respect of his shares shall be determined with respect to the shares held by that holder on Monday 2 June 2014 at 11.59 p.m. CET (the Record Date).

1. Shareholders holding their shares through Euroclear Bank S.A./N.V. as operator of the Euroclear system (hereinafter Euroclear) or Clearstream Banking, société anonyme (hereinafter Clearstream), directly as a participant of such systems

All shareholders holding their shares through the clearing and settlement systems maintained by Euroclear and/or Clearstream who wish to take part in the AGM must:

* arrange well in advance of the Record Date with Euroclear and/or Clearstream, as applicable, to issue a certificate or an extract from their securities account, evidencing that such shares are registered on their securities accounts as of the Record Date together with the name of the account holder and the number of shares held; the relevant certificate or extract duly completed and signed by Euroclear and/or Clearstream, as applicable, needs to be sent directly to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on Thursday 12 June 2014, at 5.00 p.m. CET; AND

* notify PEGAS of their intention to participate and vote at the AGM by sending a duly completed and signed form of notification of participation at the AGM to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on the Record Date, at 11.59 p.m. CET; shareholders may download the form of notification of participation at the AGM from the above mentioned PEGAS' website, or request this form, free of charge, at the above mentioned mail or e-mail address of PEGAS.

Only shareholders whose relevant certificates or extracts have been received by PEGAS by Thursday 12 June 2014, at 5.00 p.m. CET (either by registered mail or by e-mail followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), will be eligible to participate and vote in the AGM.

Such shareholders may participate and vote at the AGM in person, by proxy or by correspondence:

* Shareholders who wish to take part in the AGM in person or by proxy or vote by correspondence need to download the form indicating their attendance in person or by proxy or the correspondence voting form from the above mentioned PEGAS' website, or request those forms, free of charge, at the above mentioned mail or e-mail address of PEGAS.

* The form indicating their attendance in person or by proxy, duly completed and signed, needs to be sent directly to the above mentioned addresses of PEGAS (either by registered mail or by e-mail, followed by the delivery of its original at the date of the AGM) so that it will be received by PEGAS no later than on Thursday 12 June 2014, at 5.00 p.m. CET.

* The form for voting by correspondence, duly completed and signed, needs to be sent directly to the above mentioned address of PEGAS (only by registered mail) so that it will be received by PEGAS no later than on Sunday 15 June 2014, at 11.59 p.m. CET.

2. Shareholders holding their shares through Centrální depozitár cenných papírů, a.s. (formerly UNIVYC, a.s.; hereinafter CDCP)

All shareholders holding their shares through the clearing and settlement system maintained by CDCP who wish to take part in the AGM must:

* arrange well in advance of the Record Date with the relevant financial intermediary holding the shares for their account, which is a member of CDCP, to register their name and number of votes to be exercised during the AGM with CDCP no later than on the Record Date, at 11.59 p.m. CET so that they will appear on the list of shareholders registered for the AGM prepared by CDCP as of the Record Date, at 11.59 p.m. CET; the financial intermediaries must send the registration requests in writing to the operational department of CDCP at cddp@pse.cz; AND

* notify PEGAS of their intention to participate and vote at the AGM by sending a duly completed and signed form of notification of participation at the AGM to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on the Record Date, at 11.59 p.m. CET; shareholders may download the form of notification of participation at the AGM from the above mentioned PEGAS' website, or request this form, free of charge, at the above mentioned mail or e-mail address of PEGAS.

Only shareholders who have been registered with CDCP no later than on the Record Date, at 11.59 p.m. CET, and whose name and number of votes to be exercised during the AGM appear on the list of shareholders registered for the AGM prepared by CDCP as of the Record Date, at 11.59 p.m. CET, will be eligible to participate and vote in the AGM.

Such shareholders may participate and vote in the AGM in person, by proxy or by correspondence according to the following process:

* Shareholders who wish to take part in the AGM in person or by proxy must request a form indicating their attendance in person or by proxy from the financial intermediary holding the shares for their account, or alternatively download the form from the above mentioned PEGAS' website, and send the duly completed and signed form either directly or through the financial intermediary holding the shares for their account to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on Thursday 12 June 2014, at 5.00 p.m. CET.

* Shareholders who wish to vote by correspondence must request a correspondence voting form from the financial intermediary holding the shares for their account, or alternatively download the form from the above mentioned PEGAS' website, and send the duly completed and signed form either directly or through the financial intermediary holding the

shares for their account to the above mentioned address of PEGAS (only by registered mail) so that it will be received by PEGAS no later than on Sunday 15 June 2014, at 11.59 p.m. CET.

The registration of a shareholder with the CDCP shall not subject such shareholder's right to sell or transfer in whatsoever manner its shares as from the Record Date to the date of the AGM to any limitations other than those to which a shareholder may be subject at any other time.

3. Shareholders holding their shares through the Polish National Depository for Securities (Krajowy Depozyt Papierów Wartościowych Spółka Akcyjna) (the NDS)

All shareholders holding their shares through the clearing and settlement system of the NDS who wish to take part in the AGM must:

* arrange well in advance of the Record Date with the relevant financial intermediary operating their securities accounts or the holders of the omnibus account (rachunek zbiorczy) on which the shares are registered to issue a certificate to participate in the shareholders meeting (zaswiadczenie o prawie uczestnictwa w walnym zgromadzeniu) or the relevant extract from the securities account (wyciąg z rachunku papierów wartościowych) evidencing that such shares are registered on the relevant securities account or the omnibus account as of the Record Date together with the name of the account holder or the person for the benefit of whom the shares are held on the omnibus account and the number of votes to be exercised during the AGM; the relevant certificate or extract duly completed and signed by authorized representatives of the financial intermediary needs to be sent directly to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on Thursday 12 June 2014, at 5.00 p.m. CET; AND

* notify PEGAS of their intention to participate and vote at the AGM by sending a duly completed and signed form of notification of participation at the AGM to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on the Record Date (i.e., on Monday 2 June 2014) at 11.59 p.m. CET; shareholders may download the form of notification of participation at the AGM from the above mentioned PEGAS' website, or request this form, free of charge, at the above mentioned mail or e-mail address of PEGAS.

Only shareholders whose relevant certificates or extracts have been received by PEGAS by Thursday 12 June 2014, at 5.00 p.m. CET (either by registered mail or by e-mail followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), will be eligible to participate and vote in the AGM.

Such shareholders may participate and vote at the AGM in person, by proxy or by correspondence:

* Shareholders who wish to take part in the AGM in person or by proxy or vote by correspondence need to download the form indicating their attendance in person or by proxy or the correspondence voting form from the above mentioned PEGAS' website, or request those forms, free of charge, at the above mentioned mail or e-mail address of PEGAS.

* The form indicating their attendance in person or by proxy, duly completed and signed, needs to be sent directly to the above mentioned addresses of PEGAS (either by registered mail or by e-mail, followed by the delivery of its original at the date of the AGM) so that it will be received by PEGAS no later than on Thursday 12 June 2014, at 5.00 p.m. CET.

* The form for voting by correspondence, duly completed and signed, needs to be sent directly to the above mentioned address of PEGAS (only by registered mail) so that it will be received by PEGAS no later than on Sunday 15 June 2014, at 11.59 p.m. CET.

The certificate or the relevant extract evidencing that the shares are registered on the shareholder's securities account as of the Record Date shall not be treated as a depository certificate (swiadectwo depozytowe) in the meaning of the Polish act of 29 July 2005 on trading in financial instruments (J.L. of 2005, No. 183, item 1538, as amended) and therefore the right of such shareholder to sell or transfer in whatsoever manner his shares as from the Record Date to the date of the AGM is not subject to any limitation other than those to which a shareholder may be subject at any other time.

Miscellaneous

PEGAS will not bear any costs incurred by the shareholders for the purpose of the AGM registration and participation in the AGM.

Luxembourg, 16 May 2014.

Board of Directors.

Référence de publication: 2014068568/202.

DB Platinum, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 104.413.

Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting held on 16 April 2014 was not able to validly decide on its agenda. Consequently, as shareholder of DB Platinum (the "Company"), you are hereby invited to attend a

RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "Reconvened Meeting"), which will be held on 3 June 2014 at 11:30 a.m. (Luxembourg time) at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, with the following agenda:

Agenda:

1. Restatement of the Company's Articles of Incorporation;
2. Miscellaneous.

The proposed changes to the Company's Articles of Incorporation mainly relate to (i) the incorporation of the UCITS IV flexibilities (e.g., cross-border mergers and master-feeder structures), (ii) the so-called "efficiency package" under the Law (e.g., formalities for shareholders' meetings) and (iii) streamlining of liquidation and merger procedures.

The amended and restated Articles of Incorporation of the Company which are to be voted upon can be obtained, free of charge, at the registered office of the Company and downloaded from the website www.dbxfunds.com.

Subject to approval of the shareholders at the Reconvened Meeting, the changes to the Articles of Incorporation will be effective with immediate effect from the day of the Reconvened Meeting.

Voting Arrangements for the Reconvened Meeting

Forms of proxy already received for the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 16 April 2014 remain valid and will be used to vote at the Reconvened Meeting, having the same agenda, unless expressly revoked.

A shareholder may act at the Reconvened Meeting by person or by proxy.

If you wish to participate in person at the Reconvened Meeting, we kindly ask you to inform RBC Investor Services Bank S.A., no later than 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time).

In case you are not able to participate personally in the Reconvened Meeting, you are permitted to have yourself represented. For this purpose, a proxy form for the Reconvened Meeting may be obtained at the registered office of the Company or from the Company's website www.dbxfunds.com and has to be returned, completed and duly signed, to RBC Investor Services Bank S.A., to the attention of Fund Corporate Services (Fax No. +352 2460 3331), by 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time) at the latest.

If you are holding shares of the Company through a financial intermediary or clearing agent, you should note that:

- the proxy form must be returned to the financial intermediary or clearing agent in good time for its onward transmission to the Company by 29 May 2014; and
- if the financial intermediary holds the shares in the Company in its own name and on your behalf, it may not be possible for you to exercise certain rights directly in relation to the Company (as further explained in the prospectus of the Company).

Specific Rules of Voting at the Reconvened Meeting

Shareholders are advised that no quorum will be required at the Reconvened Meeting and resolutions on the agenda will be taken at a majority of 2/3 of the votes cast.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059680/755/44.

Lacuna, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 74.776.

Die Aktionäre der Lacuna (die "Gesellschaft") werden hiermit zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am 27. Mai 2014 um 11.00 Uhr in den Geschäftsräumen des Notariats Hellinckx, 101, rue Cents, L-1319 Luxemburg stattfindet, eingeladen um über folgende Tagesordnung zu beraten und abzustimmen.

Tagesordnung:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen nach 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach mit Wirkung zum 01. Juli 2014.
2. Anpassung der Satzung an die Dokumente der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. und dementsprechende Neufassung mit Wirkung zum 01. Juli 2014.
3. Im Rahmen der Neufassung der Satzung soll der Gesellschaftszweck mit Wirkung zum 01. Juli 2014 folgenden Wortlaut erhalten:
Artikel 4 - Gesellschaftszweck

Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft ist, die beschafften Mittel in Wertpapiere und andere zulässige Finanzanlagen im Sinne von Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 nach dem Grundsatz der Risikostreuung anzulegen und den Aktionären die Ergebnisse der Vermögensverwaltung zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktion ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitestmöglichen Rahmen gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.

4. Hinzuwahl von Herrn Stefan Schneider und Frau Marie-Anne van den Berg als Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft mit Wirkung zum 01. Juli 2014.
5. Sonstiges.

Der Entwurf der neugefassten Satzung ist am Sitz der Gesellschaft für die Aktionäre der Gesellschaft kostenfrei erhältlich.

Beschlüsse auf die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50% des Gesellschaftskapitals sowie eine 2/3-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien.

Sofern das erforderliche Anwesenheitsquorum dieser Außerordentlichen Generalversammlung nicht erfüllt wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung einberufen. Diese wird, gleich welcher Anteil des Gesellschaftskapitals vertreten ist, Beschlüsse zur Tagesordnung mit 2/3- Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien treffen können.

Um an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen und das Stimmrecht ausüben zu können, müssen Aktionäre sich bis spätestens 22. Mai 2014 am Sitz der Gesellschaft angemeldet haben.

Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien müssen mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) nachweisen, dass ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle vom Tage der Ausstellung der Bescheinigung an und bis nach der Außerordentlichen Generalversammlung gesperrt sind. Eine solche Sperrbescheinigung muss bis spätestens 22. Mai 2014 am Sitz der Gesellschaft hinterlegt sein.

Aktionäre, die nicht an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen können, haben die Möglichkeit, ihr Stimmrecht durch bestellte Vertreter auszuüben. Die entsprechenden Vollmachtsformulare können bei der Domizilstelle der Lacuna (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax +352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden. Das ausgefüllte Vollmachtsformular muss bis spätestens 22. Mai 2014 am Sitz der Gesellschaft vorliegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014063218/1346/47.

Westa Isic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 150.326.

The shareholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on Wednesday, the 4th of June 2014 at 17:00 CET, at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the Board of Directors (i) on the statutory annual accounts (unconsolidated) for the year ended 31 December 2013 drawn up according to generally accepted accounting principles in Luxembourg, and (ii) on annual consolidated financial statements for the year ended 31 December 2013 drawn up in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted in the European Union and report of the Statutory Auditor.
2. Approval of the statutory annual accounts (unconsolidated) for the year ended 31 December 2013 drawn up according to generally accepted accounting principles in Luxembourg and appropriation of the results for the year ended 31 December 2013.
3. Approval of the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2013 drawn up according to International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union.
4. Discharge of the Directors and the Statutory Auditor for the year ended 31 December 2013.
5. Reappointment of Baker Tilly S.A.R.L., having its registered office in L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie as the Statutory Auditor for the audit of the consolidated and unconsolidated annual accounts of WESTA ISIC S.A. for a one-year term mandate, which shall terminate on the date of the annual general meeting of shareholders to be held in 2015.
6. Assessment of the need to create nominations and/or remuneration committees of WESTA ISIC S.A.
7. Approving the remuneration for Ms. Lyubov Krechmanska, C Director, Independent Director for the period starting from 01 January 2013 to 31 December 2013 in a gross total amount of Euro 12,000.00 (twelve thousand Euro).

8. Deliberations on the continuity of the Company's activity according to article 100 of the Corporate Act of 10 August 1915 as amended.
9. Miscellaneous.

Important information for participating in the Annual General Meeting of shareholders and all documents/drafts submitted to the Annual General Meeting for approval, ratification and/or adoption and draft resolution to be taken are available at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and on the website of the Company (www.westa.com.ua) from the date of first publication of this notice and until closing of the Annual General Meeting.

The board of directors.

Référence de publication: 2014060521/29/36.

Structured Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 150.669.

Die Aktionäre der Structured Solutions (die "Gesellschaft") werden hiermit zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am 27. Mai 2014 um 11.15 Uhr in den Geschäftsräumen des Notariats Hellinckx, 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg stattfindet, eingeladen um über folgende Tagesordnung zu beraten und abzustimmen.

Tagesordnung:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes nach 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.
2. Löschung des Inhaltsverzeichnisses
3. Änderung des Artikels 2 dahingehend, dass der Sitz der Gesellschaft künftig in der Gemeinde Schutterange sein wird und auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde verlegt werden kann.
4. Änderung des Absatzes 1 des Artikels 28 wie folgt:
In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor bzw. mit einem in einem anderen Mitgliedsstaat der Europäischen Union zugelassenen Kreditinstitut im Sinne von Artikel 30 des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor, welches die Tätigkeit in Luxemburg sowohl über eine Niederlassung als auch im Wege des Dienstleistungsverkehrs ausüben darf, ("Depotbank") abschließen.
5. Änderung des Absatzes 2 des Artikels 30 wie folgt:
[Die Liquidation der Gesellschaft muss grundsätzlich innerhalb eines Zeitraums von neun (9) Monaten abgeschlossen sein. (Streichung des Satzes)] Der Liquidationserlös der Gesellschaft wird nach Abschluss der Liquidation bei der Caisse de Consignation für den gesetzlich festgelegten Zeitraum hinterlegt werden sofern nicht alle Anleger erreicht werden können. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Frist nicht angefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.
6. Verschiedenes

Beschlüsse auf die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50% des Gesellschaftskapitals sowie eine 2/3-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien.

Sofern das erforderliche Anwesenheitsquorum dieser Außerordentlichen Generalversammlung nicht erfüllt wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung einberufen. Diese wird, gleich welcher Anteil des Gesellschaftskapital vertreten ist, Beschlüsse zur Tagesordnung mit 2/3- Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien treffen können.

Um an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen und das Stimmrecht ausüben zu können, müssen Aktionäre sich bis spätestens 22. Mai 2014 am Sitz der Gesellschaft angemeldet haben.

Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien müssen mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) nachweisen, dass ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle vom Tage der Ausstellung der Bescheinigung an und bis nach der Außerordentlichen Generalversammlung gesperrt sind. Eine solche Sperrbescheinigung muss bis spätestens 22. Mai 2014 am Sitz der Gesellschaft hinterlegt sein.

Aktionäre, die nicht an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen können, haben die Möglichkeit, ihr Stimmrecht durch bestellte Vertreter auszuüben. Hierzu muss das am Sitz der Gesellschaft erhältliche Vollmachtsformular ausgefüllt bis spätestens 22. Mai 2014 am Sitz der Gesellschaft vorliegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014063221/1346/45.

DB Platinum IV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 85.828.

Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting held on 16 April 2014 was not able to validly decide on its agenda. Consequently, as shareholder of DB Platinum IV (the "Company"), you are hereby invited to attend a

RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "Reconvened Meeting"), which will be held on 3 June 2014 at 11:30 a.m. (Luxembourg time) at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, with the following agenda:

Agenda:

1. Restatement of the Company's Articles of Incorporation;
2. Miscellaneous.

The proposed changes to the Company's Articles of Incorporation mainly relate to (i) the incorporation of the UCITS IV flexibilities (e.g., cross-border mergers and master-feeder structures), (ii) the so-called "efficiency package" under the Law (e.g., formalities for shareholders' meetings) and (iii) streamlining of liquidation and merger procedures.

The amended and restated Articles of Incorporation of the Company which are to be voted upon can be obtained, free of charge, at the registered office of the Company and downloaded from the website www.dbxfunds.com.

Subject to the approval of the shareholders at the Reconvened Meeting, the changes in the Articles of Incorporation will be effective with immediate effect from the day of the Reconvened Meeting.

Voting Arrangements for the Reconvened Meeting

Forms of proxy already received for the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 16 April 2014 remain valid and will be used to vote at the Reconvened Meeting, having the same agenda, unless expressly revoked.

A shareholder may act at the Reconvened Meeting by person or by proxy.

If you wish to participate in person at the Reconvened Meeting, we kindly ask you to inform RBC Investor Services Bank S.A., no later than 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time).

In case you are not able to participate personally in the Reconvened Meeting, you are permitted to have yourself represented. For this purpose, a proxy form for the Reconvened Meeting may be obtained at the registered office of the Company or from the Company's website www.dbxfunds.com and has to be returned, completed and duly signed, to RBC Investor Services Bank S.A., to the attention of Fund Corporate Services (Fax No. +352 2460 3331), by 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time) at the latest.

If you are holding shares of the Company through a financial intermediary or clearing agent, you should note that:

- the proxy form must be returned to the financial intermediary or clearing agent in good time for its onward transmission to the Company by 29 May 2014; and
- if the financial intermediary holds the shares in the Company in its own name and on your behalf, it may not be possible for you to exercise certain rights directly in relation to the Company (as further explained in the prospectus of the Company).

Specific Rules of Voting at the Reconvened Meeting

Shareholders are advised that no quorum will be required at the Reconvened Meeting and resolutions on the agenda will be taken at a majority of 2/3 of the votes cast.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059681/755/44.

DB Platinum III, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 107.709.

Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting held on 16 April 2014 was not able to validly decide on its agenda. Consequently, as shareholder of DB Platinum III (the "Company"), you are hereby invited to attend a

RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the “Reconvened Meeting”), which will be held on 3 June 2014 at 11:30 a.m. (Luxembourg time) at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, with the following agenda:

Agenda:

1. Restatement of the Company’s Articles of Incorporation;
2. Miscellaneous.

The proposed changes to the Company’s Articles of Incorporation mainly relate to (i) the incorporation of the UCITS IV flexibilities (e.g., cross-border mergers and master-feeder structures), (ii) the so-called “efficiency package” under the Law (e.g., formalities for shareholders’ meetings) and (iii) streamlining of liquidation and merger procedures.

The amended and restated Articles of Incorporation of the Company which are to be voted upon can be obtained, free of charge, at the registered office of the Company and downloaded from the website www.dbxfunds.com.

Subject to the approval of the shareholders at the Reconvened Meeting, the changes in the Articles of Incorporation will be effective with immediate effect from the day of the Reconvened Meeting.

Voting Arrangements for the Reconvened Meeting

Forms of proxy already received for the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 16 April 2014 remain valid and will be used to vote at the Reconvened Meeting, having the same agenda, unless expressly revoked.

A shareholder may act at the Reconvened Meeting by person or by proxy.

If you wish to participate in person at the Reconvened Meeting, we kindly ask you to inform RBC Investor Services Bank S.A., no later than 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time).

In case you are not able to participate personally in the Reconvened Meeting, you are permitted to have yourself represented. For this purpose, a proxy form for the Reconvened Meeting may be obtained at the registered office of the Company or from the Company’s website www.dbxfunds.com and has to be returned, completed and duly signed, to RBC Investor Services Bank S.A., to the attention of Fund Corporate Services (Fax No. +352 2460 3331), by 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time) at the latest.

If you are holding shares of the Company through a financial intermediary or clearing agent, you should note that:

- the proxy form must be returned to the financial intermediary or clearing agent in good time for its onward transmission to the Company by 29 May 2014; and
- if the financial intermediary holds the shares in the Company in its own name and on your behalf, it may not be possible for you to exercise certain rights directly in relation to the Company (as further explained in the prospectus of the Company).

Specific Rules of Voting at the Reconvened Meeting

Shareholders are advised that no quorum will be required at the Reconvened Meeting and resolutions on the agenda will be taken at a majority of 2/3 of the votes cast.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059682/755/44.

DB Platinum II, Société d’Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 99.199.

Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting held on 16 April 2014 was not able to validly decide on its agenda. Consequently, as shareholder of DB Platinum II (the “Company”), you are hereby invited to attend a

RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the “Reconvened Meeting”), which will be held on 3 June 2014 at 11:30 a.m. (Luxembourg time) at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, with the following agenda:

Agenda:

1. Restatement of the Company’s Articles of Incorporation;
2. Miscellaneous.

The proposed changes to the Company’s Articles of Incorporation mainly relate to (i) the incorporation of the UCITS IV flexibilities (e.g., cross-border mergers and master-feeder structures), (ii) the so-called “efficiency package” under the Law (e.g., formalities for shareholders’ meetings) and (iii) streamlining of liquidation and merger procedures.

The amended and restated Articles of Incorporation of the Company which are to be voted upon can be obtained, free of charge, at the registered office of the Company and downloaded from the website www.dbxfunds.com.

Subject to approval of the shareholders at the Reconvened Meeting, the changes to the Articles of Incorporation will be effective with immediate effect from the day of the Reconvened Meeting.

Voting Arrangements for the Reconvened Meeting

Forms of proxy already received for the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 16 April 2014 remain valid and will be used to vote at the Reconvened Meeting, having the same agenda, unless expressly revoked.

A shareholder may act at the Reconvened Meeting by person or by proxy.

If you wish to participate in person at the Reconvened Meeting, we kindly ask you to inform RBC Investor Services Bank S.A., no later than 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time).

In case you are not able to participate personally in the Reconvened Meeting, you are permitted to have yourself represented. For this purpose, a proxy form for the Reconvened Meeting may be obtained at the registered office of the Company or from the Company's website www.dbxfunds.com and has to be returned, completed and duly signed, to RBC Investor Services Bank S.A., to the attention of Fund Corporate Services (Fax No. +352 2460 3331), by 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time) at the latest.

If you are holding shares of the Company through a financial intermediary or clearing agent, you should note that:

- the proxy form must be returned to the financial intermediary or clearing agent in good time for its onward transmission to the Company by 29 May 2014; and
- if the financial intermediary holds the shares in the Company in its own name and on your behalf, it may not be possible for you to exercise certain rights directly in relation to the Company (as further explained in the prospectus of the Company).

Specific Rules of Voting at the Reconvened Meeting

Shareholders are advised that no quorum will be required at the Reconvened Meeting and resolutions on the agenda will be taken at a majority of 2/3 of the votes cast.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059683/755/44.

**SEB Nordic Star SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,
(anc. SEB Orion 16 - SICAV - FIS).**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 133.430.

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth day of March.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary shareholder's meeting of SEB Orion 16 - SICAV-FIS, a Luxembourg regulated investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé ("the Absorbing Company")), having its registered office in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

The Absorbing Company is registered with the «Registre de commerce et des sociétés» of Luxembourg under the section B and the number 133.430.

The Absorbing Company was incorporated pursuant a deed of Maître Joseph Gloden notary residing at that time in Grevenmacher, on 25 October 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") number 2712 of 26 November 2007.

The meeting was opened at 2.45 p.m. by Ms Chantal Leclerc, Senior Officer with Skandinaviska Enskilda Banken S.A., with professional address in Howald, being in the chair.

The chairperson appoints as secretary Mrs Sophie Lozingue, Senior Officer, Fund Legal, with Skandinaviska Enskilda Banken S.A., with professional address in Howald.

The meeting elects as scrutineer Mrs Christine Tchen-Modeen, Legal Counsel, Fund Legal, with Skandinaviska Enskilda Banken S.A, with professional address in Howald.

The chairperson then states:

A. As the sole registered shareholder (hereafter the "Sole Shareholder"), representing the entire share capital of the Absorbing Company, is present and considers himself as being duly convened and informed about the agenda, this meeting will take place without written notice of the meeting.

B. The Sole Shareholder and the number of shares representing one hundred per cent (100 %) of the issued and outstanding capital are shown on an attendance list. This list is signed by the Sole Shareholder and by the bureau of the meeting, and will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

C. The quorum required by law is at least fifty per cent of the issued capital and the resolutions must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

D. In accordance with article 67-1 (2) of the modified Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies (hereafter the “Company Law”), the shareholder’s meeting is consequently regularly constituted and may deliberate and decide upon the items of the following agenda:

1. Approval of the Merger Proposal published in the Mémorial C on 14 February 2014, pursuant to which the Absorbing Company will merge with SEB 9 SICAV-FIS (the “Absorbed Company”) by way of a merger by acquisition (together the “Merging Companies”) and determination of the Effective Date of the Merger

2. Waiver to the written report of the Board on the Merger

3. Waiver to the examination of the Merger Proposal by one or more independent experts and to the independent expert report

4. Determination of the place where the corporate books and documents of the Absorbed Company will be retained for a period of five (5) years

5. Change of the Absorbing Company’s denomination from SEB Orion 16 - SICAV-FIS into SEB Nordic Star SICAV-SIF

6. Change of the base language of the Articles of Incorporation from German to English

7. Changes in the Articles of Incorporation and replacement of the current Articles of Incorporation by a new consolidated version

8. Miscellaneous

E. The requirements of the provisions of the Company Law in relation to the mergers have been fulfilled: the Merger proposal drawn up in common by the respective boards of directors of the Merging Companies has been published in the Mémorial C, number 407, pp. 19531 on 14 February 2014.

After the foregoing has been approved by the meeting, the following resolutions have been taken unanimously:

First resolution

The Sole Shareholder, having acknowledged the Merger Proposal drawn up in common by the boards of directors of the Merging Companies approves the terms of the Merger as more fully described in the Merger Proposal, whereby the Absorbed Company is to merge with and to be absorbed by the Absorbing Company in accordance with articles 261 and following of the Company Law.

The Sole Shareholder acknowledge that from an accounting point of view, the operations of the Absorbed Company shall be treated as having being carried out by the Company as from March 17, 2014.

The Sole Shareholder resolves that as a consequence of the Merger all assets and liabilities of the Absorbed Company will be transferred to the Absorbing Company, as of 14 March 2014, the Effective Date of Merger, in accordance with the terms of the Merger Proposal.

Upon effectiveness of the Merger, the Absorbed Company will automatically cease to exist.

Vis-à-vis third parties after the publication of the minutes of the general meetings or the written resolutions of shareholders prescribed by article 9 of the Law.

Second resolution

The Sole Shareholder confirms having expressly and irrevocably waived, in accordance with article 265 (3) of the Company Law, the written report of the Board and the information of any material change in the assets and liabilities between the date of preparation of the Merger Proposal and the date of the shareholders’ meetings, as foreseen by article 265 (1) and (2) of the Company Law.

Third resolution

The Sole Shareholder confirms having expressly and irrevocably waived, in accordance with article 266 (5) of the Company Law, the examination of the Merger Proposal by one or more independent experts and the written report of the independent expert to the Sole Shareholder.

The Sole Shareholder acknowledges that all the documents required by article 267 of the Law, (i) the draft terms of merger, (ii) the annual accounts and the annual reports of the merging companies for the last three financial year (iii) the interim accounts as of 15 January 2014 have been made available at the registered office of the Company for due inspection by the Shareholders at least one month before the date hereof.

Fourth resolution

The Sole Shareholder decides that the corporate books and documents of the Absorbed Company will be retained for a period of five (5) years at the registered office of the Absorbing Company.

The Sole Shareholder furthermore states that all the resolutions here above relating to the Merger shall be conditional to the approval of the Merger by the Sole Shareholder of the Absorbed Company. The other resolutions will enter into force immediately.

Fifth resolution

The Sole Shareholder decides to change the Absorbing Company's denomination from SEB Orion 16 - SICAV-FIS into SEB Nordic Star SICAV-SIF.

Sixth resolution

The Sole Shareholder decides to change the base language of the Absorbing Company's Articles of Incorporation from German to English.

Seventh resolution

The Sole Shareholder decides to amend the following articles:

Art. 8. Restrictions on the ownership of shares. Shares have not been and will not be registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or the securities laws of any state of the United States or of any other jurisdiction, and the Shares (or beneficial interests therein) may not be offered or sold except pursuant to an exemption from, or in a transaction not subject to, the registration requirements of the Securities Act and any other applicable securities laws.

The Company has not been and does not intend to be registered under the United States Investment Company Act of 1940, as amended (the "Investment Company Act").

Shares will not be offered or sold within the United States or to or for the account or benefit of U.S. Persons (as defined in Regulation S under the Securities Act ("Regulation S") and within the interpretations of the Investment Company Act, "U.S. Persons").

Each initial purchaser of Shares shall make a representation to the Company that it is not a U.S. Person and that it has acquired the Shares in an offshore transaction pursuant to Regulation S. Any subsequent transfer of Shares and any beneficial interests therein may be made only to a non-US Person in an offshore transaction outside the United States that qualifies for the exemption pursuant to Regulation S.

Art. 10. Redemption of shares. Redemption in kind is authorized

Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value. The Board of Directors is authorised to temporarily suspend calculation of the net asset value of shares of a Sub-Fund also in any case of significant impact subject to the shareholder's approval.

Art. 14. Board of Directors. In case of vacancy of the office of a director appointed by the General Meeting, the remaining directors so appointed may fill the vacancy on a provisional basis. In such circumstances, the next General Meeting shall make the final appointment

Art. 21. General Meeting. The Annual General Meeting will be held on the fourth Monday of September at 9:00 in accordance with the provisions of Luxembourg law at the Company's registered office or at a place specified in the invitation.

At the General Meeting only items included in the agenda shall be treated, unless otherwise agreed by the shareholders, if all are present.

Reference to the law of 20 December 2002 is changed to the Law of 17 December 2010.

The co-ordinated Articles of Incorporation will have the following wording:

Art. 1. Name. There exists a public limited company (société anonyme) in the form of an investment company with variable capital structured as a specialised investment fund ("investment company with variable capital - fonds d'investissement spécialisé") under the name SEB Nordic Star SICAV - SIF (the "Company").

Art. 2. Registered office. The Company's registered office is in Howald (municipality of Hesperange). By resolution of the Board of Directors, branches and representative offices may be established in a different place in the Grand Duchy as well as abroad.

If the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent, which could have an adverse impact on the normal business of the Company at its registered office or on communications with people abroad, the registered office may temporarily be relocated abroad until the situation has completely normalised. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company. The Company will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is set up for an undetermined period.

The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Association.

Art. 4. Object of the Company. The sole purpose of the Company is to invest the Company's assets in securities and other assets permitted by law, in accordance with the principle of risk-spreading, and with the aim of providing investors with the income generated from the management of the Company's assets.

The Company may take any action and execute transactions that it deems necessary for the fulfilment and execution of the purpose of the Company, in the broadest sense, in accordance with the Law of 13 February 2007 on specialized investment funds, as amended (the “Law of 2007”).

Art. 5. Share capital. The share capital is represented by shares of no-par value and will correspond at all times to the total net assets of the Company in accordance with the following Art. 12. The share capital may be increased or decreased by the Company as a result of the issue of additional shares or the repurchase of shares by the Company. The share capital is expressed in euro and shall at all times be equal to at least one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000.00).

The initial capital amounted to EUR 35,000 (thirty-five thousand euro) and was divided into 350 (three-hundred fifty) shares of no par-value.

The Board of Directors may decide at any time that the shares of the Company belong to the various sub-funds to be created (the “Sub-Funds”), which in turn may be launched in different currencies and/or in accordance with other criteria to be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may also determine that one or more share classes with different features may be issued within a Sub-Fund such as, for example, a specific distribution or capitalisation policy, a specific fee structure or other specific features as determined by the Board of Directors and described in the Issue Document of the Company.

In accordance with the terms of the Issue Document of the Company, the proceeds from the issue of shares shall be invested in securities and other assets permitted by law in accordance with the investment policy established by the Board of Directors and in compliance with the investment limits established by law or by the Board of Directors.

Art. 6. Registered shares and share certificates. Shares of the Company will be issued exclusively as registered shares.

A shareholder register is kept at the registered office of the Company for these shares. This register contains the name of each shareholder, the location of their registered office, the number of shares they hold and, where applicable, the date of transfer of each share. The entry in the register of shareholders is considered proof of entitlement of the shareholder in such registered shares.

The Board of Directors will decide whether share certificates will be issued (either as individual physical or global certificates) or whether the shareholder receives a confirmation of registration in the register of shareholders. If share certificates are issued, they are issued shortly after subscription, provided that all payments have been received for the shares. Share certificates shall be signed by two members of the Board of Directors. One of the two signatures may be made by a person who has been authorised for this purpose by the Board of Directors.

Shares will be issued only to qualified investors within the meaning of Article 2 of the Law of 2007, i.e. to institutional or professional investors or those investors who provide a written statement establishing their status as a well-informed investor, and (1) invest at least EUR 125,000.00 in the Company or (2) present an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, a securities company within the meaning of Directive 2004/39/EC or a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC, which confirms that they have the expertise, experience and knowledge to adequately evaluate the Company’s investments.

A transfer of shares is possible only if the buyers are well-informed investors within the meaning of the Law of 2007, and if they fully accept any residual obligations to the Company.

If a shareholder subscribes to shares of the Company not for his own account, but on behalf of a third party, that party must also be a wellinformed investor within the meaning of the Law of 2007.

The transfer of a registered share shall be by a written declaration of transfer entered in the register of shareholders, dated and signed by the buyer, the seller, or by any other authorised representatives, as well as submission of the share certificate, if issued. The Company may accept other documents that adequately evidence the transfer.

Each holder of registered shares of the Company must inform the Company of his address so that they may be entered in the share register. If this differs from the address of his administration, he may also supply a mailing address. All notices and announcements of the Company for the benefit of holders of registered shares can be legally sent to the appropriate address. Shareholders may request in writing at any time that the Company changes their address in the register.

If a shareholder does not specify an address, the Company may allow a corresponding notice to be entered in the register of shareholders. In such case, the address of the shareholder will be the Company’s registered office until the shareholder notifies the Company of another address.

Shares will only be issued after the subscription has been accepted and payment is received.

The Company recognises only one shareholder per share. In the case of joint ownership or beneficial interest, the Company may suspend the exercise of rights attached to the shares held up to the time at which a person is specified to represent the joint owners or beneficiaries of the usufructuary to the Company.

The Company may issue fractional shares up to the third decimal. Fractional shares provide no voting rights, but entitle the holder to participate in distributions from the Company on a pro rata basis.

Art. 7. Loss or destruction of share certificates. If a shareholder can demonstrate convincingly to the Company that a share certificate for a share belonging to him has been lost or destroyed, the Company will, at his request issue a replacement certificate. Such issue is subject to the conditions set out by the Company, included compensation, a review

of the certificate or a claim for the certificate which must be signed by a bank, stockbroker or other party acceptable to the Company. With the issue of a new share certificate, on which it is noted that the certificate is a duplicate, the original certificate shall become invalid.

Mutilated or defaced share certificates may be exchanged by the Company for new share certificates. The mutilated or defaced certificates must be returned to the Company which will immediately declare them invalid.

The Company may, at its discretion, require the shareholder to provide reasonable compensation for such costs incurred on the issue and registration of a new share certificate or the cancellation and destruction of the original share certificate.

Art. 8. Restrictions on the ownership of shares. Shares in the Company are reserved to qualified investors within the meaning of the Law of 2007 as defined in Art. 6 here-before. In addition, the Company may, at its discretion, restrict or forbid the ownership of its shares by certain well-informed investors if it believes that such ownership:

- is to the detriment of the interests of the other shareholders or the Company; or
 - could entail a violation of the law of the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; or
 - could have the effect of making the Company subject to tax in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg;
- or
- is detrimental to the interests of the Company in another way.

For this purpose, the Company may:

- a) refuse to issue shares or have them transferred in the register of shareholders,
- b) compulsorily redeem shares,
- c) at the shareholder meetings deny voting rights to persons not permitted to own shares of the Company.

The Shares have not been and will not be registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or the securities laws of any state of the United States or of any other jurisdiction, and the Shares (or beneficial interests therein) may not be offered or sold except pursuant to an exemption from, or in a transaction not subject to, the registration requirements of the Securities Act and any other applicable securities laws.

The Company has not been and does not intend to be registered under the United States Investment Company Act of 1940, as amended (the "Investment Company Act").

Shares will not be offered or sold within the United States or to or for the account or benefit of U.S. Persons (as defined in Regulation S under the Securities Act ("Regulation S") and within the interpretations of the Investment Company Act, "U.S. Persons").

Each initial purchaser of Shares shall make a representation to the Company that it is not a U.S. Person and that it has acquired the Shares in an offshore transaction pursuant to Regulation S.

Any subsequent transfer of Shares and any beneficial interests therein may be made only to a non-US Person in an offshore transaction outside the United States that qualifies for the exemption pursuant to Regulation S.

Art. 9. Issue of shares. The Board of Directors is fully entitled to issue an unlimited number of fully paid shares at any time without giving a preferential subscription right to newly issued shares to existing shareholders.

The Board of Directors may subject the frequency of issue of shares for each Sub-Fund to restrictions, and may in particular decide that shares of a share class may be issued only during one or more offering periods or other periods in accordance with the provisions in the sales documents of the Company.

The subscription price must be paid upon issue of the shares wholly or in part in the manner in which the Board of Directors determines for each Sub-Fund and lists and describes in detail in the Issue Document.

The Board of Directors is authorised to establish additional subscription conditions for each Sub-Fund such as minimum investment amounts, the payment of subscription fees or compensatory interest or the existence of asset restrictions. These conditions are listed and described in detail in the Issue Document.

The Board of Directors may confer on any of its members, any directors, officers or other duly authorised representatives the authority to accept applications for subscriptions, to accept payments of the price of newly issued shares and to deliver these shares.

The Company may, in accordance with the provisions of Luxembourg law, which in particular require a valuation report by the auditors of the Company, issue shares against delivery of securities and/or other permitted assets, provided that such delivery of securities and/or other permitted assets is in accordance with the investment policy of the relevant Sub-Fund and takes place in conformity with the investment restrictions of the Company and the investment restrictions of the relevant Sub-Fund. All costs associated with the issuing of shares against delivery of securities and/or other permitted assets shall be borne by the shareholders concerned.

Shares must be fully paid up. Newly issued shares have the same rights as the shares already in circulation on the day the shares are issued.

The Board of Directors reserves the right to fully or partially reject any application for subscription or to suspend the issue of shares at any time without prior notice.

Art. 10. Redemption of shares. Each shareholder may, within the period provided by law and these Articles of Association, demand the redemption of all or part of his shares by the Company in accordance with the provisions and procedures established by the Board of Directors in the sales documents for each Sub-Fund. The redemption price per share shall be paid within a period set by the Board of Directors in accordance with the objectives established by the Board of Directors and provided that any share certificates issued and other documents relating to the transfer of shares in the Company have been received, subject to the provisions of Art. 13 of these Articles of Association.

The redemption price is the net asset value of the relevant share class in accordance with Art. 12 of these Articles of Association, less any costs and any commissions in accordance with the provisions of the Issue Document. The redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency in accordance with the Board of Directors' decision.

Where the number or the total net asset value of shares that are held by a shareholder in a share class would, following the request for redemption, fall below a number or a value specified by the Board of Directors as a minimum, this request may be treated as a request for the redemption of the entire shareholding of the shareholder in this share class.

Furthermore, if for a Valuation Day the redemption requests and conversion requests made in accordance with Art. 10 and 11 of these Articles of Association exceed a certain volume as determined by the Board of Directors, the Board of Directors may decide that part or all of the redemption or conversion requests be suspended for a period of time and in such a manner that the Board of Directors deems necessary, taking into account the interests of all shareholders. Unexecuted redemption requests will be given priority in these cases on the next following Valuation Day.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder, who requests, in kind by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Art. 12 of these Articles of Association) as of the Valuation Day, for which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. Shareholders will have to bear costs incurred by a redemption in kind (mainly costs resulting from the drawing-up of the auditor's report) unless the Company considers that the redemption in kind is in its interest or made to protect its interests.

The Board of Directors may decide to compulsorily redeem the shares of a shareholder if it is of the opinion that (i) the ownership of shares by the shareholder concerned is detrimental to the interests of the other shareholders or the Company or a Sub-Fund or (ii) it may result in the violation of a law in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (in particular if the shareholder is not or is no longer an investor within the meaning of Article 2 of the Law of 2007) or (iii) could have the effect of making the Company subject to tax in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or (iv) is otherwise detrimental to the interests of the Company or a Sub-Fund.

Furthermore, the Board of Directors of the Company may decide to repurchase shares or fractional shares of the Company in relation to one or several Sub-Funds in order to pay out the proceeds from the sale of assets of the relevant Sub-Fund to the shareholders. The decision to repurchase is binding for all shareholders and is proportionate (pro rata) to their share in the capital of the Company.

In these cases the redemption price is equal to the net asset value on the date of redemption.

The shares in the capital that are repurchased by the Company are cancelled in the books of the Company. The redemption price is paid in Luxembourg no later than twenty business days after the last day on which the redemption price is calculated.

Art. 11. Conversion of shares. Unless otherwise determined by the Board of Directors in the Issue Document, each shareholder shall be entitled to request the conversion of all or part of his shares into shares of another share class of the same Sub-Fund or into shares of another Sub-Fund or share class of another Sub-Fund. The Board of Directors may, among other things, establish restrictions in terms of frequency, deadlines and conditions of conversion and, at its discretion, it may make the conversion dependent upon the payment of expenses and commissions.

The price for the conversion of shares of one share class into shares of another share class of the same Sub-Fund or into shares of another Sub-Fund or a share class of another Sub-Fund shall be based on the respective net asset value of the two share classes or of the share class and the other Sub-Fund calculated for the same Valuation Day or at the same valuation time on a Valuation Day.

If a conversion application would drop the number of shares held by a shareholder in a share class or Sub-Fund or the total share value of shares held by a shareholder in a share class or Sub-Fund below a number or a value established by the Board of Directors, the Company may decide that this request will be treated as a request to redeem the entire shareholding held by a shareholder in such share class or Sub-Fund.

Shares which have been converted into shares of another share class of the same Sub-Fund or into shares of another Sub-Fund or share class of another Sub-Fund will be cancelled.

Art. 12. Net asset value. The net asset value per share of each share class is calculated for a respective valuation day (the "Valuation Day") in the respective Sub-Fund currency - as established in the Issue Document - in the frequency

determined by the Board of Directors and set out in the Issue Document, but at least once every six months and generally expressed in the currency of the individual share classes.

It is calculated by dividing the net assets of the Company, i.e., the assets attributable to such share class less the liabilities attributable to this share class, by the number of shares of the relevant share class in circulation on that Valuation Day in accordance with the valuation rules described below. The net asset value may be rounded up or down to the next standard sub-unit of the relevant currency as determined by the Board of Directors. If, since the determination of the net asset value, there have been significant changes in prices in the markets in which a substantial portion of the assets attributable to the share class is traded or quoted, the Board of Directors may, in the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out another valuation.

The net asset value of the various share classes is calculated as follows:

I. The Company's assets include:

- (1) the target fund shares included in the respective Sub-Fund;
- (2) all cash holdings and cash at bank including interest accrued thereon;
- (3) all bills and demand notes due as well as any outstanding amounts (including proceeds from securities which have been sold but not yet delivered, securities);
- (4) all shares and other securities equivalent to shares, all interest-bearing securities, certificates of deposit, bonds, subscription rights, convertible bonds, options and other securities, financial instruments and similar assets owned by the Company or traded for them (whereby the Company may make adjustments in accordance with the procedure described under (a) below in order to take into account fluctuations in the market value of securities resulting from the trading of ex-dividends, ex-rights, or from similar practices);
- (5) Cash and other dividends and distributions which may be required by the Company, provided that the Company has been informed of these sufficiently;
- (6) interest accrued on any interest-bearing assets which are owned by the Company, provided they are not included in the principal amount of the corresponding asset or reflected by the principal amount;
- (7) unamortised formation costs of the Company, including the costs of issuing and distributing shares in the Company;
- (8) other assets of any type and nature, including prepaid expenses.

The value of these assets is determined as follows:

- a) Transferable securities and money market instruments admitted to an official exchange are valued at the last available price.
- b) Transferable securities and money market instruments that are not officially listed on an exchange, but are traded on another regulated market, are valued at a price which may not be lower than the bid price nor higher than the ask price at the time of the valuation and which the Company considers the fair market price.
- c) Transferable securities and money market instruments quoted or traded on several markets are valued on the basis of the last available price of the principal market for the transferable securities or money market instruments in question, unless these prices are not representative.
- d) In the event that such prices are not in line with market conditions, or for securities and money market instruments other than those covered in a), b) and c) above for which there are no fixed prices, these securities and money market instruments, as well as other assets, will be valued at the current market value as determined in good faith by the Company, following generally accepted valuation principles verifiable by independent auditors.
- e) Liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest.
- f) Time deposits may be valued at their yield value if a contract exists between the Company and the Custodian Bank stipulating that these time deposits can be withdrawn at any time and their yield value is equal to the realised value.
- g) Financial instruments which are not traded on the futures exchanges but on a regulated market are valued at their settlement value, as stipulated by the Company in accordance with generally accepted principles, taking into consideration the principles of proper accounting, the customary practices in line with the market, and the interests of the shareholders, provided that the above-mentioned principles correspond with generally accepted valuation regulations which can be verified by independent auditors.
- h) Swaps are valued at their market value.
- i) Units or shares of UCITS and UCIs are valued at the last available net asset value.

In case extraordinary circumstances occur, which make it impossible or even wrong to carry out the valuation according to above mentioned criteria, the Company is authorised for a certain period of time, to accept other rules for valuation that are generally accepted and determined in good faith, and can be verified by the independent auditors in order to achieve an appropriate valuation.

The value of all assets and liabilities which are not expressed in the currency of the relevant Sub-Fund shall be converted into such currency at the latest exchange rates available. If such prices are not available, the exchange rate is established in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

- j) Precious metals which are traded on a regulated market are valued at the last available market price.

k) Assets other than those referred to under a) to j) are valued at their market value as determined by the Company in good faith and generally accepted valuation principles verifiable by independent auditors.

II. The Company's liabilities include:

- (1) all loans, notes payable and receivable;
- (2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued handling fees for loans);
- (3) all accrued or payable expenses (including, but not limited to, administrative costs, management costs, formation costs, custody fees and expenses of representatives of the Company);
- (4) all known current and future liabilities (including all matured contractual obligations for cash payments or transfers of goods, including the amount of unpaid dividends declared by the Company);
- (5) an appropriate provision for future tax payments based on capital and income on the Valuation Day as determined by the Company as well as any other provisions authorised and approved by the Board of Directors, as well as any other amounts that the Board of Directors considers it appropriate to hold in connection with the Company's contingent liabilities;

(6) all other liabilities of the Company of whatsoever type and nature which are presented taking into account generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company will consider expenses to be paid by the Company including start-up costs, fees to fund managers and investment advisors, accounting fees, fees to the Custodian Bank and its correspondent banks and the Central Administration and Domiciliary Agent, registrar and transfer agent fees to the competent authority for the listing, fees to paying or distribution agents and other permanent representatives in connection with the registration of the Company, fees for all other of the Company's authorised representative and remuneration of the members of the Board of Directors for their reasonable expenses, insurance premiums, travel expenses in connection with Board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, fees associated with registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg, report costs, publication costs, including the costs of preparing, printing, advertising and distribution of issue documents, advertising material, periodic reports or statements in connection with the registration, the costs of any reports to shareholders, taxes, duties, governmental and similar charges, and all other costs related to the business, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage fees, postage, and telephone and telefax costs. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on the basis of annual estimates or for other periods of time.

III. The assets shall be allocated as follows:

Within a Sub-Fund one or more share classes may be established:

a) If multiple share classes are issued for a Sub-Fund, the assets attributable to these share classes shall be invested jointly pursuant to the specific investment policy of the relevant Sub-Fund, whereby the Board of Directors may define share classes within a Sub-Fund to be in accordance with (i) a specific distribution policy which differs with regard to rights or non-rights to distributions and/or (ii) a specific commission structure for sales and redemptions and/or (iii) a specific fee structure with respect to management or investment advice and/or (iv) a specific allocation of service charges for distributions, shareholder services or other fees and/or (v) different currencies or currency units in which the relevant share class is denominated and which are calculated by reference to the exchange rate in relation to the base currency of the relevant Sub-Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to hedge assets and earnings which are denominated in the currency of the relevant share class against long-term fluctuations in the fund currency of the relevant Sub-Fund and/or (vii) any other characteristics, as determined from time to time by the Board of Directors in accordance with the statutory provisions;

b) The income from the issue of shares of a share class shall be allocated in the books of the Company to the share class(es) issued for the relevant Sub-Fund and the amount in question should increase the share of net asset value of the relevant Sub-Fund which is attributable to the share class to be issued;

c) Assets, liabilities, income and expenses that are attributable to a Sub-Fund shall be assigned to share class(es) issued for this Sub-Fund, subject to a) above;

d) If an asset is derived from another asset, in the Company's books such derivative assets are allocated to the same share class(es) as the asset on which the derivation is based and on each revaluation of an asset the increase or decrease of the corresponding share class(es) is taken into account;

e) If an asset or liability of the Company cannot be allocated to a particular share class this asset or liability shall be allocated to all share classes pro rata in proportion to their respective net asset value, or in another manner as determined by the Board of Directors in good faith, whereby (i) if assets are held on behalf of several Sub-Funds in an account or are jointly managed as a separate pool of assets by a representative appointed by the Board of Directors for this purpose, the corresponding entitlement of each share class shall correspond pro rata to its contribution to the relevant account or pool and (ii) this entitlement, as described in detail in the sales documents for the shares in the Company, shall change according to the contributions and redemptions made on behalf of the shares and, finally, (iii) the liabilities shall be divided pro rata between the share classes in proportion to their respective entitlement to the account or pool;

f) after payment of dividends to the shareholders of a share class, the value of this share class is reduced by the amount of distributions.

All valuation principles and decisions are to be made and interpreted in accordance with generally accepted accounting principles.

Subject to malice, gross negligence or manifest error, every decision relating to the calculation of the net asset value made by the Board of Directors or by any bank, company or other organisation that the Board of Directors has entrusted with the calculation of the net asset value, is final and binding on the Company, and present, past and future shareholders.

IV. The following provisions shall apply in connection with the rules of this Article:

1. Pursuant to Art. 10 of these Articles of Association, outstanding shares of the Company being redeemed shall be treated as existing shares and shall be taken into account until immediately after the date established by the Board of Directors for the corresponding Valuation Day on which the relevant valuation was carried out. From this point on, the Company carries a corresponding liability until it pays the redemption price;

2. Shares to be issued shall be treated as issued shares from the date established by the Board of Directors on the Valuation Day on which the valuation takes place. From this point on, an asset in favour of the Company exists until the Company receives the subscription price;

3. all assets, cash and other assets which are expressed in currencies other than the currency of the relevant Sub-Fund are valued at the exchange rates prevailing on the date and at the time the net asset value is calculated;

4. if on a Valuation Day, the Company has undertaken to

- purchase an asset, the amount to be paid for this asset is recorded as a liability of the Company and the asset to be acquired is recorded in the balance sheet of the Company as an asset of the Company;
- sell an asset, the value of the asset to be received is recognised as an asset of the Company and the asset to be sold is not recorded in the assets of the Company;

when the exact value or the type of such consideration or such asset is not known for the respective Valuation Day, the value is estimated by the Company.

Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value. The Board of Directors is authorised to temporarily suspend calculation of the net asset value of shares of a Sub-Fund in the following cases:

- for any period during which one of the principal stock exchanges or regulated markets on which a substantial portion of the Company's investments is quoted is closed for reasons other than normal holidays, or at times when trading on the exchange or market is limited or temporarily suspended; or

- if an unforeseen event occurs, as a result of which it is not possible to dispose of or value the assets; or
- in the event of a failure of the means of communication or calculation which is normally employed in determining the price or value of the net assets or the prices or values on a market or stock exchange; or

- during a period in which the Company is not able to repatriate funds and therefore is unable to make payments for the redemption of shares; or

- if, for other reasons, the value of a significant investment held by the Company cannot be determined or calculated immediately or accurately; or

- if the Company is aware that the valuation of some of their investments, which it had previously received for the calculation of the net asset value per share was incorrect in a material respect and which in the view of the Board of Directors of the Company warrants the recalculation of the net asset value (but under the condition that the Board of Directors of the Company is under no circumstances obligated to amend or recalculate a previously calculated net asset value used as the basis for subscriptions or redemptions); or

- in any other case of significant impact subject to the shareholder's approval.

Investors shall be informed of the suspension of the calculation of the net asset value by post or e-mail at the addresses entered in the register of shareholders.

Art. 14. Board of Directors. The Company is managed by a Board of Directors composed of at least three members who need not be shareholders in the Company. The Directors are elected for a maximum period of six years. The Board of Directors is elected by the shareholders at the General Meeting; the General Meeting also decides the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

The Directors shall be elected by a majority of the shares present and represented.

Each member of the Board may be removed or replaced at any time and without cause by a resolution of the General Meeting.

In case of vacancy of the office of a director appointed by the General Meeting, the remaining directors so appointed may fill the vacancy on a provisional basis. In such circumstances, the next General Meeting shall make the final appointment.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors has the broad powers to perform all acts of disposal and management in the pursuit of the object of the Company and in accordance with the investment policy pursuant to Art. 20 of these Articles of Association.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association for the General Meeting may be taken by the Board of Directors.

Art. 16. Delegation of powers. The Board of Directors may delegate its powers in connection with the daily management of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the Company's policy and the object of the Company to one or more natural or legal persons; such persons need not be members of the Board of Directors and they have powers that are determined by the Board of Directors and may further delegate these powers subject to the approval of the Board of Directors.

The Company may, as described in detail in the sales documents for the shares in the Company, conclude an investment management and/or an investment advisory agreement with one or more firm(s) whose purpose is to make investment decisions respectively recommendations and provide advice in connection with the investment policy of the Company. The Board of Directors may appoint advisory committees for each Sub-Fund and establish their remuneration. These committees should consist of qualified persons with relevant experience. The committees have only an advisory role and make no investment decisions. The Board of Directors may also delegate powers of attorney by notarial or private agreement.

Art. 17. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall appoint a chairman from amongst its members. He may appoint a secretary who need not be a member of the Board and who shall prepare and keep the minutes of Board meetings and General Meetings. The Board of Directors shall meet at the invitation of the chairman or any two directors, at the place indicated in the invitation.

The chairman shall preside at meetings of the Board of Directors and the General Meeting. In his absence, the shareholders or members of the Board of Directors may appoint another member of the Board or, in the case of the General Meeting, may appoint another person to preside over the meeting.

The members of the Board shall be invited in writing to each Board meeting at least eight days prior to the date thereof, except in emergencies, whereby the invitation will describe the nature of the emergency. This invitation may be dispensed with in writing, by telefax, e-mail or similar means of communication. An invitation is not required for meetings that are held at times and in places that had previously been determined in a board decision.

Each member of the Board of Directors may be represented by another Board member or another person at any meeting via power of attorney granted in writing, by telefax, e-mail or similar means of communication. A single member of the Board of Directors may represent several of his colleagues.

Each member of the Board of Directors may participate in a Board meeting by means of telephone conferencing or similar means of communication which enable all participants in the meeting to hear each other, participate and ensure that such participation is equal to participation in person at such meeting.

The Board of Directors may act only at duly convened meetings of the Board of Directors. If all the Directors are present or represented and are in agreement, proper notice of the meeting can be dispensed with.

The Board of Directors cannot bind the Company via individual signatures except in cases in which such authorisation is expressly granted by resolution of the Board.

The Board of Directors may only adopt valid decisions or take actions when there at least a majority of the Directors or another quorum established by the Board of Directors is present or represented.

Board decisions are recorded in minutes signed by the chairman of the Board meeting. Excerpts from these minutes, which are created as evidence in court or other proceedings, must be signed by the chairman of the meeting or any two directors to be legally valid.

Decisions are taken by simple majority of those present and represented at such meetings. In a tie, the chairman of the meeting casts the deciding vote.

Written resolutions in the circulation procedure that are approved and signed by all members of the Board of Directors are equivalent to resolutions at Board meetings, and each member of the Board of Directors may approve such resolutions in writing, by telefax, e-mail or similar means of communication. This approval shall be confirmed in writing and all documents shall serve as recorded evidence of the resolution.

Art. 18. Signing authority. Vis-à-vis third parties, the Company is legally bound by the joint signature of two members of the Board of Directors or by the signature of persons authorised for this purpose by the Board of Directors.

Art. 19. Remuneration of the Board of Directors. The remuneration of members of the Board shall be fixed by the General Meeting. They also include expenses and other costs incurred by the Directors in the exercise of their activities, including any costs for legal proceedings, unless such proceedings are caused by intentional or grossly negligent conduct on the part of the Board member.

Art. 20. Investment Policy. The Company's assets are invested according to the principle of risk-spreading in transferrable securities and other permitted assets, taking into account the Company's investment objectives and investment restrictions as described in the Company's Issue Document, and in compliance with the provisions of the Law of 2007. These investments may be held either directly or through subsidiaries.

Art. 21. General Meeting. The General Meeting represents all the shareholders of the Company. Its decisions bind all shareholders. It has the full authority to order, execute or approve actions in connection with the business of the Company.

The General Meeting shall meet at the invitation of the Board of Directors.

It may also meet at the request of shareholders representing at least one tenth of the Company's assets.

The Annual General Meeting will be held on the fourth Monday of September at 9:00 in accordance with the provisions of Luxembourg law at the Company's registered office or at a place specified in the invitation. If this day is a public holiday or bank holiday in Luxembourg the Annual General Meeting will be held on the next bank business day.

Other General Meetings may be held at such places and at such times as specified in the respective invitations.

Shareholders shall meet at the invitation of the Board of Directors, which shall contain the agenda and must be sent at least eight days before the meeting to each registered shareholder at the address listed in the shareholders' register. The notice to the holders of registered shares need not be demonstrated at the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors, except in cases in which the meeting is called at the written request of shareholders, in which case the Board may prepare a supplementary agenda.

If all the shares are issued in registered form and if no publication takes place, the invitation to the shareholders may only take place via registered mail.

If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly invited and properly informed of the agenda of the meeting, the General Meeting can take place without a written invitation.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders to participate in a General Meeting.

At the General Meeting only items included in the agenda shall be treated (the agenda will contain all necessary legal procedures), unless otherwise agreed by the shareholders, if all are present.

Each voting share represents one vote. A shareholder may be represented at any meeting by granting a written power of attorney to another person, who need not be a shareholder and may be Director of the Company.

Unless otherwise provided by law or these Articles of Association, decisions at the General Meeting shall be taken by a simple majority of the shareholders present or represented.

Art. 22. General Meetings of shareholders in a Sub-Fund or share class. The shareholders of a Sub-Fund may hold a General Meeting at any time to decide on actions pertaining exclusively to that Sub-Fund.

In addition, the shareholders of a share class may hold General Meetings at any time with regard to all questions concerning this share class.

The relevant provisions of Art. 21 are applicable by analogy to such General Meetings.

Each voting share represents one vote. A shareholder may be represented at any General Meeting of shareholders in a Sub-Fund or share class by granting a written power of attorney to another person, who need not be a shareholder and may be Director of the Company.

Unless otherwise provided by law or in these Articles of Association, resolutions of the General Meeting of a Sub-Fund or share class may be passed by a simple majority of the shareholders present or represented.

Art. 23. Custodian Bank. To the extent required by law, the Company shall conclude a custodian agreement with a bank pursuant to the Luxembourg Law of 5 April 1993, on the financial sector ("Custodian Bank").

The Custodian Bank shall perform the duties and assume the responsibilities as provided under the applicable statutory provisions.

Both the Custodian Bank and the Company shall be entitled to terminate the custody order at any time in accordance with the Custodian Agreement. In this case, the Board of Directors shall make every effort to appoint another bank as Custodian Bank within two months with the approval of the competent authority. Pending the appointment of a new Custodian Bank, the previous Custodian Bank shall continue to comply fully with its obligations as Custodian Bank to protect the interests of shareholders.

Art. 24. Approved statutory auditor. The accounting data in the annual report of the Company shall be audited by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé), who is appointed by the General Meeting and paid by the Company.

The approved statutory auditor shall fulfil all obligations pursuant to the applicable legal provisions.

Art. 25. Financial year. The financial year of the Company starts on 1 April of each year and ends on 31 March of the following year.

The financial statements of the Company shall be presented in the currency of the share capital, i.e. in euros.

Art. 26. Dividends paid. The General Meeting shall decide at the recommendation of the Board of Directors and within the legal limits how the income of the Company is to be used; it may when appropriate declare dividends or authorise the Board of Directors to do so.

In accordance with the statutory provisions, the Board of Directors may declare interim dividends for each share class entitled to dividends.

Payment of dividends to the holders of registered shares will be made to the addresses listed in the register of shareholders.

Dividends may be paid in a currency, at a time and at a location as determined by the Board of Directors when appropriate.

The Board of Directors may decide non-cash distributions in place of cash distributions within the terms and conditions as are determined by the Board of Directors.

Any dividend which has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited in favour of the issued shares of the relevant share class(es) issued for that Sub-Fund.

No interest payments shall be made on distributions which are declared by the Company and held for the disposal of its beneficiary.

Art. 27. Dissolution of the Company. The Company may be dissolved at any time by resolution of the General Meeting and subject to the quorum required for amendments to the Articles of Association and the majority requirements pursuant to Art. 30 of these Articles of Association.

If the Company's assets fall below two thirds of the minimum capital pursuant to Art. 5 of these Articles of Association, the question of dissolution shall be presented to the General Meeting by the Board of Directors. The General Meeting shall decide with no attendance quorum by a simple majority of the shares represented at the meeting.

The Board of Directors further submits the question of the dissolution of the Company to the General Meeting, if the Company's assets fall below one quarter of the minimum share capital under Art. 5 of these Articles of Association. In this case, the General Meeting shall decide without attendance quorum and the dissolution may be decided by shareholders holding one quarter of the voting shares represented at the meeting.

The meeting must be convened in time that it can take place within forty days after it has been established that the share capital has fallen below two thirds or one quarter of the minimum share capital.

Art. 28. Liquidation. In the event of dissolution of a Company, the liquidation is carried out by one or several liquidators, who may be natural or legal persons, and who, in turn, are appointed by the General Meeting, which also decides on their powers and their remuneration.

The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to the shareholders in proportion to their shareholdings. In the Issue Document the Board of Directors may regulate in greater detail the procedures to be used for the different share classes.

If the Company is liquidated, the liquidation shall be in accordance with the statutory provisions. These provisions specify the distribution of liquidation proceeds and provide for the deposit at the Caisse de Consignation of all amounts that have not been collected by the close of liquidation by the shareholders. Amounts not claimed within the statutory time limits expire in accordance with the provisions of Luxembourg law.

Art. 29. Dissolution and merger of Sub-Funds. The Board of Directors may decide to dissolve one or more Sub-Funds or share classes by cancelling the relevant shares and refunding to the shareholders affected the net asset value of the shares of this/these Sub-Fund(s) or share class(es).

The closure of the liquidation of a Sub-Fund and the deposit of any unclaimed amounts with the Caisse de Consignation in Luxembourg must take place within a period of time established by laws and/or regulations.

The liquidation proceeds deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg will be available to the persons entitled thereto for the period established by law. At the end of such period unclaimed amounts will revert to the Luxembourg State.

The Board of Directors may also decide to merge one or more Sub-Funds with other specialised investment funds according to the Law of 2007, with a Luxembourg undertaking for collective investment ("UCI") according to the Law of 17 December 2010, on undertakings for collective investment or with a Sub-Fund of such a specialised investment fund or of such UCIs.

The Board of Directors is authorised to make one of the foregoing decisions.

- in the event of a significant change in the social, political or economic conditions in the countries in which investments of the relevant Sub-Fund are made or where the shares of this Sub-Fund are sold, or

- where the value of the assets of the relevant Sub-Fund fall such that the economically efficient management of this Sub-Fund can no longer be guaranteed, or

- as part of a rationalisation.

The decision of the Board of Directors to merge one or several Sub-Funds in accordance with the foregoing shall be communicated to the relevant shareholders. In this case, the affected shareholders are permitted to request the redemption or conversion at no charge of all or part of their shares at the applicable net asset value for a minimum period of one month from the date of notification. After this period, the merger shall be binding for all remaining shareholders. In the case of the merger of one or more sub-funds of the Company with a Luxembourg "fonds commun de placement" or "fonds commun de placement - FIS", however, the decision shall be binding on shareholders consenting to this merger; for all other shareholders it is assumed that they have made a request for redemption of their shares.

Art. 30. Amendments to the Articles of Association. The Articles of Association may be amended by a General Meeting, which is subject to the quorum requirements under the Law of 10 August 1915, on commercial companies, as amended and supplemented (the "Law of 1915").

Art. 31. Conflicts of interest. Contracts and other transactions between the Company and any other company or enterprise shall not be negatively affected or invalidated because one or more of the directors or officers of the Company has/have a personal interest or are a director, associate, officer or other employee at such other company or enterprise.

Each director and each officer of the Company who serves as a director, officer or regular employee of any company or enterprise with which the Company enters into a contract or otherwise engages in business shall not be prevented by such affiliation with such other company or enterprise from providing advice, approving or acting in connection with such contract or other business relationship.

If a director or officer of the Company has personal interests that conflict with those of the Company in connection with any transaction of the Company, this director or officer must report this opposing personal interest to the Board of Directors and shall not participate in deliberations in connection with this transaction nor take part in consultations or approval processes, and this transaction as well as the personal interest of the director or officer shall be reported at the next General Meeting.

"Opposing interest" as defined in the above provisions does not mean a connection with any matter, position or transaction that includes a particular person, company or enterprise, who is occasionally appointed by the Board of Directors at its discretion.

Art. 32. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Association are regulated by the provisions of the Law of 10 August 1915, on commercial companies regulated and the Law of 2007, including subsequent amendments and supplements to these laws.

Declaration

In accordance with article 271 (2) of the Company Law, the undersigned notary declares having verified and certifies the existence and the validity, under Luxembourg law, of the legal acts and formalities imposed on the Absorbing Company in order to render the Merger effective immediately.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

Signé: C. LECLERC, S. LOZINGUEZ, C. TCHEN-MODEEN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 mars 2014. Relation: LAC/2014/13461. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 mai 2014.

Référence de publication: 2014063699/690.

(140074128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

PISL Group Luxembourg Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 154.692.

In the year two thousand and fourteen, on the fifth day of May.

In front of Maître Francis Kessler, notary, professionally residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

PISL Group Services S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, with a share capital of EUR 13,500 (thirteen thousand five hundred Euros) and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 174.413 (the "Sole Shareholder"),

here duly represented by Mrs. Sofia Afonso Da-Chao Conde, notary clerk, professionally residing at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed ne varietur by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of P\SL Group Luxembourg Limited S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 154.692, incorporated by a deed enacted by the undersigned notary, on 8 July 2010, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Mémorial") number 1920 dated 16 September 2010 (the "Company" and together with the Sole Shareholder, the "Merging Companies").

II.- That the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- It is intended to merge the Company into the Sole Shareholder whereby the Company, as absorbed company, shall cease to exist and its entire assets and liabilities shall be transferred to the Sole Shareholder (the "Merger").

IV.- That the provisions of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "Law") regarding mergers have been fulfilled with as follows:

- Publication on 1 April 2014 of the common draft terms of merger in the Mémorial number 824, corresponding to a period of at least one month before the date of the general meetings of the sole shareholder of the Merging Companies convened to decide on the common draft terms of merger;

- Waiver by the sole shareholder of each of the Merging Companies of their right to receive from their respective managing bodies a detailed written report explaining and setting out the legal and economic grounds of the common draft terms of merger;

- Waiver by the sole shareholder of each of the Merging Companies of their right to have an examination of the common draft terms of merger by an independent expert ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the respective management bodies of each of the Merging Companies and subsequent drawing up of a written report for each of the Merging Companies by an expert;

- Waiver by the sole shareholder of each of the Merging Companies of their right to examine the interim financial statements concerning each of the Merging Companies; and

- Deposit of the documents required by Article 267 of the Law at the registered office of each of the Merging Companies at least one month before the date of the general meetings of the sole shareholder of the Merging Companies convened to decide on the common draft terms of merger.

V.- That the agenda ("Agenda") of the meeting is the following:

1. Waiving of convening notice;
2. Acknowledgement in connection with the merger by absorption of the Company by P\SL Group Services S.à r.l., of the draft common terms of merger;
3. Approval of the merger by absorption of the Company by P\SL Group Services S.à r.l. and of the dissolution without liquidation of the Company by operation of the merger;
4. Approval of the granting of a full discharge to the managers of the Company in connection with resolution 3. above; and
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved, the Sole Shareholder declared the following:

First resolution:

The Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting. The Sole Shareholder acknowledges having been sufficiently informed on the Agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the Agenda. It is further resolved that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow the Sole Shareholder to carefully examine each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder declares that it has knowledge of the common draft terms of merger relating to the Merger.

The Merger will be implemented by the contribution of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company, without exception and reserves, to the Sole Shareholder.

Merger Project

The Sole Shareholder notes that the sole manager of the Company, as absorbed company, and the sole manager of the Sole Shareholder, as absorbing company, entered into the common draft terms of merger (the "Merger Project"), under private seal, on 27 March 2014.

The Sole Shareholder further notes that the Merger Project was published in the Mémorial number 824 dated 1 April 2014.

Explanatory report of the merging companies

The Sole Shareholder notes that, in accordance with Article 265 (3) of the Law, the sole shareholder of each of the Merging Companies have decided to waive their right to receive from their respective managing bodies a detailed written report explaining and setting out the legal and economic grounds of the Merger Project.

Independent expert report

The Sole Shareholder notes that, in accordance with Article 266 (5) of the Law, the sole shareholder of each of the Merging Companies have decided to waive their right to have the Merger Project examined by an independent expert and the subsequent expert report.

Interim financial statements

The Sole Shareholder notes that, in accordance with Article 267 (1) of the Law, the sole shareholder of each of the Merging Companies have decided to waive their right to examine the interim financial statements concerning each of the Merging Companies.

Public documentation

In accordance with Article 267 of the Law, as amended, the legal documentation in relation to the Merger has been made available for inspection by the sole shareholder of each of the Merging Companies at the registered office of each of the Merging Companies.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger, as described in the Merger Project and published in the Mémorial number 824 dated 1 April 2014, in all its provisions and its entirety, without exception and reserves and the subsequent dissolution without liquidation of the Company by operation of the Merger.

From a legal standpoint, the Merger will become effective between the Merging Companies as from the last date of the concordant extraordinary general meetings of sole shareholder of each of the Merging Companies approving the Merger and vis-à-vis third parties will be enforceable as from the publication with the Mémorial of the minutes of the extraordinary general meetings of sole shareholder of each of the Merging Companies approving the Merger.

From accounting and tax standpoints, the Merger will be effective as from 1 January 2014.

Fourth resolution:

The Sole Shareholder resolves to give full discharge to the sole manager of the Company for the performance of its mandate and until the date hereof.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le cinquième jour du mois de mai.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

PISL Group Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec un capital social de 13.500 EUR (treize mille cinq cents Euros) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.413 (l'Associé Unique), ici dûment représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été paraphée, ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de PISL Group Luxembourg Limited S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis à 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec un capital social

de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.692, constituée par un acte dressé par le notaire soussigné, le 8 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1920 en date du 16 septembre 2010 (la "Société" ensemble avec l'Associé Unique, les "Sociétés Fusionnantes").

II.- Que les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'Associé Unique peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour sur lesquels l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- Il est envisagé de fusionner la Société Absorbée au sein de l'Associé Unique, par laquelle la Société en tant que société absorbée, cessera d'exister et la totalité de ses actifs et passifs sera transféré à l'Associé Unique (la "Fusion").

IV.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi") relatives aux fusions ont été respectées, avec ce qui suit:

- Publication le 1^{er} avril 2014 du projet commun de fusion au Mémorial numéro 824, correspondant à une période d'au moins un mois avant la date des assemblées générales de l'associé unique des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion;

- Renonciation par l'associé unique de chacune des Sociétés Fusionnantes de leur droit de recevoir de leurs organes de direction respectifs un rapport écrit détaillé expliquant et exposant les motifs juridiques et économiques du projet commun de fusion;

- Renonciation par l'associé unique de chacune des Sociétés Fusionnantes de leur droit d'avoir un examen du projet commun de fusion par un réviseur d'entreprises agréé nommé par les organes de gestion respectifs de chacune des Sociétés Fusionnantes et l'élaboration ultérieure d'un rapport écrit pour chacune des Sociétés Fusionnantes par un expert;

- Renonciation par l'associé unique de chacune des Sociétés Fusionnantes de leur droit d'examiner les états comptables intérimaires concernant chacune des Sociétés Fusionnantes; et

- Dépôt des documents requis par l'Article 267 de la Loi au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant la date des assemblées générales de l'associé unique des Sociétés Fusionnantes appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion.

V.- Que l'ordre du jour ("Ordre du Jour") de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation préalable;
2. Prise de connaissance, dans le cadre de la fusion par absorption de la Société par P/S/L Group services S.à r.l, du projet commun de fusion;
3. Approbation de la fusion par absorption de la Société par P/S/L Group Services S.à r.l. et de la dissolution sans liquidation de la Société par opération de la fusion;
4. Approbation de l'octroi d'une décharge complète pour les gérants de la Société dans le cadre de la résolution 3 ci-dessus; et
5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède, l'Associé Unique déclare ce qui suit:

Première résolution:

L'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable à la présente assemblée. L'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Seconde résolution:

L'Associé Unique déclare qu'il a connaissance du projet commun de fusion relatif à la Fusion.

La Fusion sera mise en oeuvre par l'apport de tous les actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société, sans exception ni réserve, à l'Associé Unique.

Projet Commun de Fusion

L'Associé Unique note que le gérant unique de la Société, en tant que société absorbée, et le gérant unique de l'Associé Unique, en tant que société absorbante, ont conclu le projet commun de fusion (le "Projet Commun de Fusion"), sous seing privé, le 27 mars 2014.

L'Associé Unique note en outre que le Projet Commun de Fusion a été publié au Mémorial numéro 824 en date du 1^{er} Avril 2014.

Rapport explicatif des sociétés fusionnantes

L'Associé Unique note que, conformément à l'Article 266 (5) de la Loi, les associés uniques de chacune des Sociétés Fusionnantes ont décidé de renoncer à leur droit de recevoir de leurs organes de direction respectifs un rapport écrit détaillé expliquant et exposant les motifs juridiques et économiques du Projet Commun de Fusion.

Rapport de l'expert indépendant

L'Associé Unique note que, conformément à l'Article 266 (5) de la Loi, les associés uniques de chacune des Sociétés Fusionnantes ont décidé de renoncer à leur droit d'avoir le Projet Commun de Fusion examiné par un expert indépendant et un rapport d'expertise ultérieur.

Etats comptables intermédiaires

L'Associé Unique note que, conformément à l'Article 267 (1) de la Loi, les associés uniques de chacune des Sociétés Fusionnantes ont décidé de renoncer à leur droit d'examiner les états financiers intérimaires concernant chacune des Sociétés Fusionnantes.

Documentation publique

Conformément à l'Article 267 de la Loi, tel que modifiée, la documentation juridique relative à la Fusion a été mis à disposition pour examen par l'associé unique de chacune des Sociétés Fusionnantes au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide d'approuver la Fusion, telle que décrite dans le Projet Commun de Fusion et publiée au Mémorial C numéro 824 du 1^{er} avril 2014, dans toutes ses dispositions et son intégralité, sans exception ni réserve et la dissolution sans liquidation subséquente de la Société par opération de la Fusion.

D'un point de vue juridique, la Fusion deviendra effective entre les Sociétés Fusionnantes à la dernière date des assemblées générales extraordinaires concordantes de l'associé unique de chacune des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion et elle sera opposable aux tiers à compter de la publication au Mémorial des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires de l'associé unique de chacune des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion.

D'un point de vue comptable et fiscal, la Fusion sera effective à compter du 1^{er} Janvier 2014.

Quatrième résolution:

L'Associé Unique décide d'octroyer une décharge complète au gérant unique de la Société pour l'exercice de son mandat et jusqu'à la date des présentes.

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été ajournée.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Esch-sur-Alzette, au jour fixé au début de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document aux personnes présentes, elle ont signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes personnes présentes, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 mai 2014. Relation: EAC/2014/6321. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014066974/219.

(140077554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

Ruffer Protection Strategies, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 171.612.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of April,
Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

the extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of Ruffer Protection Strategies (hereinafter the "Company"), a public limited company (société anonyme or SA) qualifying as an investment company with variable share

capital as a specialised investment fund (société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé) under the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended, having its registered office at 15, avenue J.F. Kennedy, L-1885 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 171.612, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 17 September 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2539 of 12 October 2012. The articles of incorporation of the Company have not been amended since then.

The Meeting was opened at 2:00 pm (Luxembourg time) with Mrs. Fabienne Moreau, jurist, residing professionally in Luxembourg, in the chair.

The chairman appointed as secretary, Mrs. Camille Delacoute, jurist, residing professionally in Luxembourg and nominated as scrutineer, Mrs. Séverine Oligier, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record that:

I. - The agenda of the Meeting is the following:

1. Amendment of article 11. I., second paragraph, (a) "Calculation of the Net Asset Value" of the articles of incorporation of the Company, which will read as follows:

"Transferable securities listed on a stock exchange or regulated market are valued at the last known mid prices published on the relevant stock exchange or regulated market (being the mid-price of the last known bid and offer prices) unless that price is not representative in which case the value of such Transferable Securities shall be determined as is deemed fair and reasonable according to the pricing policy approved by the Board of Directors"

2. Amendment of article 11. I., second paragraph, (b) "Calculation of the Net Asset Value" of the articles of incorporation of the Company, which will read as follows:

"Financial derivative instruments traded on a regulated market or stock exchange will be based on the closing or settlement price published on the regulated market or stock exchange which is normally the principal place of negotiation for such contracts unless that price is not representative in which case the value of the financial derivative instruments shall be determined as is deemed fair and reasonable according to the pricing policy approved by the Board of Directors. Financial derivative instruments not traded on a regulated or stock exchange will be valued at mid-price according to the pricing policy approved by the Board of Directors."

3. Amendment of article 11. I., second paragraph, (h) "Calculation of the Net Asset Value" of the articles of incorporation of the Company, which will read as follows:

"The value of forward foreign exchange contracts is based on WMR Spots and Discount/Premium Spread interpolated from LIBOR rates. For the purposes of the calculation of the Net Asset Value only this methodology is used, instead of any mid-price".

4. Miscellaneous

II. The names of the shareholders present at the Meeting or duly represented by proxy, the proxies of the represented shareholders, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialed ne varietur by the members of the board of the Meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

III. Pursuant to the attendance list of the Company, 44,903,409.694280 shares out of 47,734,183.902760 shares in circulation, are present or represented.

IV. The present Meeting has been called pursuant to a convening notice. Convening notices have been sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 11 April 2014, all the shares issued being registered.

V. The quorum of at least one half of the share capital of the Company is required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the Meeting.

VI. The Meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the items of the agenda.

After having duly deliberated on all items of the agenda, the Meeting took the following resolutions by unanimous vote and requested the officiating notary to record as follows:

First Resolution

The Meeting resolves to amend article 11. I., second paragraph, (a) "Calculation of the Net Asset Value" of the articles of incorporation of the Company in order to read as follows:

"Transferable securities listed on a stock exchange or regulated market are valued at the last known mid prices published on the relevant stock exchange or regulated market (being the mid-price of the last known bid and offer prices) unless that price is not representative in which case the value of such Transferable Securities shall be determined as is deemed fair and reasonable according to the pricing policy approved by the Board of Directors"

Second Resolution

The Meeting resolves to amend article 11. I., second paragraph, (b) "Calculation of the Net Asset Value" of the articles of incorporation of the Company, in order to read as follows:

"Financial derivative instruments traded on a regulated market or stock exchange will be based on the closing or settlement price published on the regulated market or stock exchange which is normally the principal place of negotiation for such contracts unless that price is not representative in which case the value of the financial derivative instruments shall be determined as is deemed fair and reasonable according to the pricing policy approved by the Board of Directors. Financial derivative instruments not traded on a regulated or stock exchange will be valued at mid-price according to the pricing policy approved by the Board of Directors."

Third Resolution

The Meeting resolves to amend article 11. I., second paragraph, (h) "Calculation of the Net Asset Value" of the articles of incorporation of the Company, in order to read as follows:

"The value of forward foreign exchange contracts is based on WMR Spots and Discount/Premium Spread interpolated from LIBOR rates. For the purposes of the calculation of the Net Asset Value only this methodology is used, instead of any mid-price".

There being no further business, the Meeting was closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

The document having been read to the members of the board of the Meeting, all of whom are known by the undersigned notary by their name, first name and residence, signed together with the undersigned notary the present deed.

Signé: F. MOREAU, C. DELACOURTE, S. OLIGER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 avril 2014. Relation: LAC/2014/20082. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 mai 2014.

Référence de publication: 2014064480/95.

(140074868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

SEB 9 - SICAV - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 133.424.

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth of March.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary shareholder's meeting of SEB 9-SICAV-FIS, a Luxembourg regulated investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé ("the Absorbed Company")), having its registered office in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

The Absorbed Company is registered with the «Registre de commerce et des sociétés» of Luxembourg under the section B and the number 133.424.

The Absorbed Company was incorporated pursuant a deed of Maître Joseph Gloden notary residing at that time in Grevenmacher, on 25 October 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") number 2714 of 26 November 2007.

The meeting was opened at 2.15 p.m. by Ms Chantal Leclerc, Senior Officer with Skandinaviska Enskilda Banken S.A., with professional address in Howald, being in the chair.

The chairperson appoints as secretary Mrs Sophie Loziguez, Senior Officer, Fund Legal, with Skandinaviska Enskilda Banken S.A., with professional address in Howald.

The meeting elects as scrutineer Mrs Christine Tchen-Modeen, Legal Counsel, Fund Legal, with Skandinaviska Enskilda Banken S.A. with professional address in Howald.

The chairperson then states:

A. As the sole shareholder (hereafter the "Sole Shareholder"), representing the entire share capital of the Absorbed Company, is present and considers himself as being duly convened and informed about the agenda, this meeting will take place without written notice of the meeting.

B. The Sole Shareholder and the number of shares representing one hundred per cent (100 %) of the issued and outstanding capital are shown on an attendance list. This list is signed by the Sole Shareholder and by the bureau of the meeting, and will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

C. The quorum required by law is at least fifty per cent of the issued capital and the resolutions must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

D. In accordance with article 67-1 (2) of the modified Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies (hereafter the "Company Law", the shareholder's meeting is consequently regularly constituted and may deliberate and decide upon the items of the following agenda:

1. Approval of the Merger Proposal published in the Mémorial C on 14 February 2014, pursuant to which the Absorbed Company will merge with SEB Orion 16 - SICAV-FIS (the "Absorbing Company") by way of a merger by acquisition (together the "Merging Companies") and determination of the Effective Date of the Merger

2. Waiver to the written report of the Board on the Merger

3. Waiver to the examination of the Merger Proposal by one or more independent experts and to the independent expert report

4. Miscellaneous

E. The requirements of the provisions of the Company Law in relation to the mergers have been fulfilled: the Merger proposal drawn up in common by the respective boards of directors of the Merging Companies has been published in the Mémorial C, number 407, pp. 19531 on 14 February 2014.

After the foregoing has been approved by the meeting, the following resolutions have been taken unanimously:

First resolution

The Sole Shareholder, having acknowledged the Merger Proposal drawn up in common by the boards of directors of the Merging Companies approves the terms of the Merger as more fully described in the Merger Proposal, whereby the Absorbed Company is to merge with and to be absorbed by the Absorbing Company in accordance with articles 261 and following of the Company Law.

The Sole Shareholder acknowledge that from an accounting point of view, the operations of the Absorbed Company shall be treated as having being carried out by the Company as from March 17, 2014.

The Sole Shareholder resolves that as a consequence of the Merger all assets and liabilities of the Absorbed Company will be transferred to the Absorbing Company, as of today, the Effective Date of Merger, in accordance with the terms of the Merger Proposal.

Upon effectiveness of the Merger, the Absorbed Company will automatically cease to exist.

Vis-à-vis third parties after the publication of the minutes of the general meetings or the written resolutions of shareholders prescribed by article 9 of the Law.

Second resolution

The Sole Shareholder confirms having expressly and irrevocably waived, in accordance with article 265 (3) of the Company Law, the written report of the Board and the information of any material change in the assets and liabilities between the date of preparation of the Merger Proposal and the date of the shareholders' meetings, as foreseen by article 265 (1) and (2) of the Company Law.

Third resolution

The Sole Shareholder confirms having expressly and irrevocably waived, in accordance with article 266 (5) of the Company Law, the examination of the Merger Proposal by one or more independent experts and the written report of the independent expert to the Sole Shareholder.

The Sole Shareholder acknowledges that all the documents required by article 267 of the Law, (i) the draft terms of merger, (ii) the annual accounts and the annual reports of the merging companies for the last three financial year (iii) the interim accounts as of 15 January 2014 have been made available at the registered office of the Company for due inspection by the Shareholders at least one month before the date hereof.

Fourth resolution

The Sole Shareholder decides that the corporate books and documents of the Absorbed Company will be retained for a period of five (5) years at the registered office of the Absorbing Company.

Declaration

In accordance with article 271 (2) of the Company Law, the undersigned notary declares having verified and certifies the existence and the validity, under Luxembourg law, of the legal acts and formalities imposed on the Absorbing Company in order to render the Merger effective immediately.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof the present deed was drawn up in Luembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

Signé: C. LECLERC, S. LOZINGUEZ, C. TCHEN-MODEEN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 mars 2014. Relation: LAC/2014/13460. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014056829/92.

(140064799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

PM Equity, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.089.597,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 147.106.

PM Network, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.986.190,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 177.745.

La Société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois PM EQUITY dont le siège social est établi à Luxembourg, 6, rue Henri M Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 147.106, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, le 26 juin 2009, publié au Recueil Spécial du Mémorial C numéro 1482 du 31 juillet 2009,

et

La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois PM NETWORK dont le siège social est établi à Luxembourg, 6, rue Henri M Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 177.745, constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, le 30 mai 2013, publié au Recueil Spécial du Mémorial C numéro 1755 du 22 juillet 2013,

Décident d'acter le projet de fusion suivant:

PROJET DE FUSION

1/ La société PM EQUITY («la société absorbante») dont le siège social est établi à Luxembourg, 6, rue Henri M Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 147.106, avec un capital souscrit et entièrement libéré de EUR 21.089.597 (vingt et un millions quatre-vingt-neuf mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept Euros) euros représenté par 21.089.597 (vingt et un millions quatre-vingt-neuf mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept) parts de EUR 1 (un euro) chacune, entend fusionner avec la société à responsabilité limitée PM NETWORK («la société absorbée»), dont le siège social est établi à Luxembourg, 6, rue Henri M Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 177.745, avec un capital souscrit et entièrement libéré de EUR 13.986.190 (treize million neuf cent quatre-vingt-six mille cent quatre-vingt-six euros) représenté par 13.986.190 (treize million neuf cent quatre-vingt-six mille cent quatre-vingt-six) parts d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune, par absorption de PM NETWORK par PM EQUITY

2/ La société absorbante détient la totalité des 13.986.190 parts sociales de la société absorbée.

3/ La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées d'un point de vue comptable comme accomplies par la société absorbante a été fixée au 1^{er} avril 2014, sur base des situations comptables au 31 mars 2014 des sociétés absorbante et absorbée.

4/ Les sociétés absorbée et absorbante ne comptent pas d'actionnaires ayant des droits spéciaux. En outre aucune action privilégiée n'est permise.

5/ Aucun avantage particulier n'est accordé aux organes d'administration ou de direction des deux sociétés qui fusionnent ni pour l'exercice en cours, ni pour les opérations de fusion.

6/ Conformément aux articles 262 et 272 de la loi sur les sociétés commerciales, la fusion prendra effet entre parties un mois après la publication du présent de projet de fusion au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

7/ Les associés de PM EQUITY sont en droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la société, des documents tels que déterminés à l'article 267 de la loi

du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à savoir: le projet commun de fusion, les comptes annuels et les rapports de gestion des trois derniers exercices ainsi qu'un état comptable au 31 décembre 2013. Une copie de ces documents peut être obtenue par tout associé sans frais sur simple demande.

8/ Conformément à la loi sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs associés de la société absorbante, disposant d'au moins 5% des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir pendant le même délai la convocation d'une assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation de la fusion.

A défaut de convocation d'une assemblée ou de rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci avant et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 272 de la loi sur les sociétés commerciales.

9/ Le mandat du Gérant de la société absorbée prendra fin à la date de la fusion et décharge sera accordée au Gérant de la société absorbée par la prochaine assemblée générale annuelle de la société absorbante.

10/ La société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée.

11/ Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège social de la société absorbante.

Luxembourg, le 8/5/2014.

PM EQUITY

Mr Hubert Hansen / Mr Patrice Macar

Gérant / Gérant

@ Conseils Sàrl

Représentée par Mr JB Zeimet

Gérant

PM NETWORK

Mr Patrice Macar

Gérant

Référence de publication: 2014065243/69.

(140076193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

QVC Brazil Holdings I, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 182.351.

En date du 14 mars 2014 l'associé unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Election du nouveau gérant A, à compter du 14 mars 2014 pour une durée indéterminée:

* Monsieur Steven Michael Hofmann, né le 27 août 1965, à New York, aux États Unis, ayant pour adresse professionnelle via Guzzina 18, 20861 Brugherio, Italie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

QVC Brazil Holdings I, S.à r.l.

Jacob Mudde

Gérant B

Référence de publication: 2014039696/16.

(140045814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Jade Chinois S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8805 Rambrouch, 23, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 105.858.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

EASIT SA

Signature

Référence de publication: 2014040187/12.

(140046722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.
